

MARDI 8 SEPTEMBRE 2015

« *En route vers la dépression économique finale.* »

- = **Marc Faber: il n'y a plus d'actifs sûrs ! (vidéo) p.1**
- = **Un système financier s... p.2**
- = **Le FMI vient de confirmer que le scénario cauchemar pour les banques centrales est maintenant en jeu : Octobre approche, le besoin de destruction montre son nez p.3**
- = **Les marchés préparent déjà Halloween ! (Bruno Bertez) p.7**
- = **Le temps long... (Patrick Reymond) p.9**
- = **Wall Street, Chine, pétrole de schiste... Le mensonge tend vers l'infini (P. Béchade) p.10**
- = **Chine: les réserves de change ont fondu en août (Bruno Bertez) p.12**
- = **« EXCLUSIF, le théorème de la vaisselle! » (Charles Sannat) p.13**
- = **Braquage de banque, quelle est la différence entre le voleur et le banquier? (Charles Sannat) p.17**
- = **Et vous, quel est votre salaire ? (Bill Bonner) p.18**
- = **Crise Financière: Revenir à Aristote et aux Causes Premières (Chales Gave) p.20**
- = **Horreur et malheur dans le secteur de l'énergie p.24**
- = **Panique financière : Washington éternue, Pékin s'enrhume p.27**
- = **Une baignoire de mousse avec un gramme de savon ? (bruno Colmant) p.33**
- = **La Chine ne se demande plus comment utiliser ses réserves de devises, mais si elle en a encore assez (Audrey Duperron) p.34**
- = **L'industrie du pétrole nord-américaine confrontée à 30 milliards de dollars de pertes p.36**
- = **5 500 postes supprimés en Mer du Nord avec la chute des cours du Pétrole p.37**
- = **Les ventes de véhicules au Brésil ont chuté de 23,9 % en août p.37**

- = **Le climat otage de la finance selon Aurélien Bernier p.38**
- = **Changements climatiques : partie d'un tout p.41**
- = **Climat, la guerre de l'ombre (Yannick Jadot) p.42**



Marc Faber: il n'y a plus d'actifs sûrs !

BusinessBourse Le 07 sept 2015

Le Mercredi 2 septembre 2015, Marc Faber faisait une nouvelle apparition sur Bloomberg pour évoquer les risques qui planent sur l'économie mondiale, le risque bancaire ainsi que fournir des conseils d'investissements.



<https://youtu.be/iVVhpJIgrs>

Un système financier s...



Le gros problème des marchés financiers d'aujourd'hui, c'est la fraude [comme le dit aussi James Howard Kunstler].

La fraude est désormais inhérente au système financier. Nous savons que les marchés des devises, des actions, des obligations et même des marchandises ont tous été manipulés par les banques d'investissement et les banques centrales.

Peu importe le niveau de sophistication de votre analyse, si les données utilisées ne valent rien, vos prédictions ne valent rien non plus. Nous savons désormais que les prix de tous les actifs en existence ne correspondent pas à la réalité. Bonne chance à ceux qui tenteraient de comprendre tout cela.

Et puis il y a la manipulation des bilans. Après l'effondrement de 2008, les régulateurs ont suspendu les standards comptables qui demandaient aux banques d'évaluer leurs actifs à prix marché. La raison pour laquelle ils en ont décidé ainsi est que le marché évaluait ces actifs à seulement quelques centimes de dollar, sinon rien du tout.

Cela signifie qu'une majorité de banques étaient insolvables ou en banqueroute.

Aujourd'hui, une majorité des banques évaluent les actifs qui paraissent sur leurs bilans grâce à des modèles de standards comptables. Puisque ces modèles utilisés pour évaluer ces actifs sont développés par les banques elles-mêmes sans aucune supervision, ils ne sont rien de plus que des faux-semblants.

Au-delà de la manipulation des prix et de la fraude dont les bilans font l'objet, nous savons aussi que les bénéfices, ou l'argent que les sociétés gagnent une fois leurs coûts pris en compte, sont frauduleux.

Une étude menée par Duke University a prouvé que 20% des firmes cotées en bourse manipulent leurs bénéfices. Ceux qui ont été sondés à ce sujet sont les directeurs financiers de ces mêmes firmes.

La réalité, c'est que cette pratique est bien plus endémique que ce que nous en dit l'étude (il y a des chances que 50% des firmes soient impliquées). Une grande majorité des programmes de compensation de niveau C sont basés sur des options d'achat, dont la valeur est déterminée par le prix d'actions... qui répondent aux bénéfices. Les responsables financiers mettent en jeu plusieurs douzaines de millions de dollars de capital personnel lorsqu'ils ajustent les bénéfices.

Les prix des actifs sont frauduleux, la valeur des bilans est frauduleuse, et les bénéfices sont frauduleux. Cela signifie que la capitalisation boursière, les bilans et les revenus des entreprises sont des représentations inexactes de la réalité.

Au sommet de cette montagne de fraude se trouve la Réserve fédérale... la banque centrale des Etats-Unis qui doit son existence même à la fraude (si les Américains comprenaient comment la Fed a été créée et qui la contrôle, elle aurait cessé d'exister il y a des décennies).

C'est cette même organisation qui prétend que l'inflation est trop peu élevée, que les refinancements de Wall Street ont eu pour objectif de venir en aide à Main Street, que la reprise économique est en marché, qu'elle ne monétisera pas la dette américaine, qu'elle dispose d'une stratégie de sortie pour ses bilans de plus de 4 trillions de dollars, qu'elle est une entité indépendante, et j'en passe.

A l'heure actuelle, chercher une donnée financière qui ne soit pas ajustée ou une déclaration qui ne soit pas un mensonge revient à chercher une aiguille dans une botte de foin. Le système tout entier est une structure rouillée en équilibre sur des fondations de mensonges et de manipulations.

A moins que les déchets soient balayés, nous allons tout droit vers une nouvelle crise. La seule différence, c'est que cette fois-ci, tout le système s'effondrera, pas seulement une poignée de banques.

Le FMI vient de confirmer que le scénario cauchemar pour les banques centrales est maintenant en jeu : Octobre approche, le besoin de destruction montre son nez (B. Bertez)

Blog de la résistance ZeroHedge et Bruno Bertez 07 septembre 2015

Décidément les mois qui arrivent et surtout Octobre, risquent d'être décisifs, comme vous pouvez le lire dans de nombreux articles, il semble bien que nous soyons entrés dans un tournant .

Selon Zero Hedge, Le FMI vient de confirmer que le scénario cauchemar pour les banques centrales est maintenant en jeu :

« *Le château de cartes de la planification centralisée commence enfin à trembler de façon incontrôlable* » écrit ZH

« La news la plus importante annoncée aujourd'hui était aussi, comme cela arrive souvent, la plus sous-estimée: Ça n'a rien à voir avec les emplois aux États-Unis, avec les intentions de baisse des taux de la Fed, avec la Chine, ou encore le « carnage de style 1998 » en cours dans les marchés émergents . Au lieu de cela, c'était l'admission d'un membre du conseil des gouverneurs de la BCE, Ewald Nowotny, de ce que nous avons dit à propos du fait que la BCE va butter contre le mur de brique de l'offre, était vrai . Plus précisément, plus tôt

aujourd'hui Bloomberg a cité le banquier central autrichien selon qui le programme d'achat de la BCE de titres adossés à des actifs « **n'a pas eu autant de succès que nous l'avions espéré.** »

Non en effet, on peut imprimer beaucoup de choses, mais pas son chemin vers la prospérité ...

Retour à l'étude du FMI, qui note que, au Japon, où il y a un marché de la titrisation limitée, les seuls actifs «collatéraux de haute qualité » sont les JGB ([Japanese Government Bonds](#)), et à la suite des achats importants de JGB par le gouvernement « un déséquilibre offre-demande peut émerger, **ce qui pourrait limiter la capacité de la banque centrale à atteindre ses objectifs de base monétaire.** Ces limites peuvent déjà être pris en compte dans un taux exceptionnellement faible (et parfois négatif) sur les JGB, avec une prime négative à long terme, et des signes que le JGB réduit la liquidité du marché ».

Dans la mesure où les marchés anticipent des limites, la hausse des anticipations d'inflation pourrait être contenue, ce qui peut atténuer les incitations pour le rééquilibrage du portefeuille et créer un cycle auto-réalisateur qui sape les objectifs de la BoJ. (*FMI*)

« Jusqu'à présent, la part de la BoJ dans le marché des obligations d'État est similaire à celle de la Réserve fédérale et encore en dessous de celle de la Banque d'Angleterre (BoE) à la hauteur de leurs programmes de QE. En effet, la BoE a détenu près de 40 pour cent du marché d'État classique à un moment donné sans provoquer une dégradation significative du marché. Le Japon n'en est pas encore là, la BoJ détenait environ un quart du marché à la fin de l'année 2014. **Mais, au rythme actuel, elle détiendra environ 40 pour cent du marché d'ici fin 2016 et près de 60 pour cent d'ici la fin de l'année 2018.** En d'autres termes, au-delà de 2016, **la position dominante de la BoJ sur le marché des obligations d'État sera sans précédent parmi les grandes économies avancées.** » (source [Zero Hedge](#))

On ne peut imprimer à l'infini sans créer de grosses distorsions sur les marchés : C'est bien le château de cartes de la dette qui se fissure de toutes part ...

Et [Bruno Bertez](#) remet une couche :

« Nous sommes dans une sorte de phase finale de la bulle, ou si on veut, de la Grande Expérience Monétaire »

Il semble bien que ce soit le cas .. Z .

=====

« Octobre sera bientôt là, et avec lui son cortège de mauvais souvenirs. Octobre, en tant que mois boursier, a mauvaise réputation.

Cette année, les craintes magiques du calendrier sont renforcées, sinon justifiées, par la dislocation en cours sur les marchés financiers.

Nous sommes dans une sorte de phase finale de la bulle, ou si on veut, de la Grande Expérience Monétaire, The Great Experiment. Le Système, au sens de Système de John Law, hoquette, bafouille, se fissure.

Phase finale est à prendre dans deux sens différents :

1 – le premier c'est la tentative des autorités monétaires du Centre de risquer une normalisation, de tourner une page ; nous disons tentative car il n'est pas sûr qu'elles réussissent à le faire, les marchés s'y opposent, conscients qu'ils sont, eux, de leur propre fragilité

2 – le second c'est l'éclatement de la bulle. Vous savez que c'est ainsi que nous qualifions ce qui se passe aux périphéries, chez les Emergents et bien sûr à la périphérie du Centre, c'est à dire en Chine. L'argent des « printing » y a fait un crédit bullaire et ce crédit provoque ses conséquences habituelles à savoir ralentissement de la croissance, besoin de plus de crédit, fuite en avant, hyper bulle, laquelle en éclatant vient en retour re-affaiblir la croissance.

Le segment important, dans la séquence finale que nous schématisons, c'est le besoin accéléré de plus en plus de crédit pour faire tenir la bicyclette. On ne comprend pas le processus du cycle des bulles et du crédit si on n'admet pas que le besoin est sans cesse croissant. L'excès appelle l'excès alors que les conditions deviennent de plus en plus difficiles et que le rendement des excès diminue sans cesse. C'est cette mécanique qui garantit la validité de nos pronostics funestes, c'est à dire l'explosion ou l'implosion finale. Car les deux sont équiprobables .

Nous rappelons pour ceux qui ne nous suivent pas depuis longtemps, que la théorie économique qui nous sert de cadre analytique est celle de Minsky complétée par les travaux de Steve Keen. Ces théories attachent la plus grande importance au cycle du crédit et aux enchainements du crédit spéculatif de plus en plus pourri, de moins en moins productif. Ces théories récuse l'idée de la neutralité de la monnaie et du rôle des banques, elle affirme que les banques ne sont pas de simples intermédiaires et que la théorie classique des « loanables funds » est une escroquerie. La thèse de Steve Keen a été validée par les travaux de recherche de la Bank of England et ce ceci a été publié dans le Quarterly Bulletin de Q1 de la BOE en 2014. Accessoirement notre cadre analytique emprunte au marxisme la thèse de la sur-accumulation et de l'écart croissant entre la masse de capital productif et fictif accumulés et la masse de revenus et cash flows disponibles pour les servir et les honorer (mettre en valeur).

Il ne fait aucun doute, depuis 2008, l'économie ne tourne pas rond.

*Il suffit de se reporter à l'**actif** aux tendances en matière de croissance réelle, de dépenses en capital productif, en matière d'emploi et au **passif** aux tendances à l'hypertrophie des déficits, des stocks de dettes, des promesses en tous genres.*

*La crise est **une crise de bilan** du système, trop **PEU** d'actif pour un passif qui ne cesse de s'hypertrophier et que l'on cherche sans cesse à inflater au lieu de chercher à le réduire.*

*La crise ne se voit pas clairement car le passif, est caché, les citoyens ne le touchent pas du doigt, non, ils ne voient que l'actif et ils croient que c'est au sein de l'actif que gît la crise. **Les causes sont là ou on ne les voit pas, au passif.***

Et le passif, c'est le royaume des Maîtres, ils savent qu'il existe et qu'il exerce sa tyrannie. Sa tyrannie qui fonde la leur.

Et ils font semblant de gérer, au niveau des actifs, en se gardant bien d'évoquer l'existence même de passifs, c'est le grand secret, secret qui est efficace parce non-su, non-révéler. Varoufakis est mort politiquement parce qu'il a levé le voile et essayé d'attirer le regard sur le passif.

***Le passif, c'est le mort, c'est lui qui commande, et c'est lui qui, dans nos systèmes dicte sa loi au vif.** Voilà ce qu'il ne faut ni révéler ni aborder. Le Sacré doit rester non-nommé. Une tyrannie ne subsiste que parce que l'on n'a pas de prise sur elle et comment avoir prise sur ce qui n'est même pas nommé : la masse de droits enserrés dans la dette.*

Les politiciens et banquiers Centraux n'ont cessé d'annoncer « le bonheur c'est pour demain », sous toute les formes, à commencer par les « Green Shoots » jusqu'au tentatives de Taper et de Normalisation. Car, ne vous y trompez pas la fonction de la tentative de normalisation est de faire croire que nous sommes sortis d'affaire. Dudley l'a dit il y a quelques semaines, « ce que nous voudrions c'est que les marchés montent et saluent la première hausse des taux car ce serait le signe que nous avons réussi ».

Non, les green Shoots ne prennent pas racine, et ce n'est pas une question de climat, c'est une question mathématique : trop de dettes et de promesses intenables, un édifice qui ne tient que par l'arrosage de liquidités gratuites sur une terre qui a cessé d'être fertile. Un édifice qui maintenant est le mal lui même, par sa fragilité. Le mal, la maladie, c'est l'accumulation des remèdes eux même, la pyramide qu'ils ont élevé, sur la pointe.

Le système est de plus en plus gourmand, la dette est nécessaire pour lutter contre l'insuffisance de la demande, mais le stock de dettes enfle les passifs et fait bulle tous azimuts, sous toutes les formes, sous toutes les latitudes. Il en

faut toujours plus. C'est l'enseignement caricatural de ce qui se passe en Chine, isomorphe de ce qui se passera dans les pays occidentaux de façon plus ou moins soft.

*Le **reset**, car c'est de cela qu'il s'agit en ce moment, d'une tentative de reset, à laquelle les autorités Chinoises tentent de s'opposer, le reset, disons nous, peut être soit subi, chaotique, soit piloté, on a encore le choix. La destruction en tant que besoin du Système est une donnée, c'est une Nécessité mais sa forme, est encore à choisir; on n'a pas atteint un stade où il n'y a plus qu'à subir; on peut actionner les freins, les amortisseurs et piloter cette destruction. Mais encore faut-il admettre son absolue Nécessité.*

Le choix est entre une forme de destruction, euthanasie des promesses passées que l'on ne peut tenir et une destruction subie, non volontaire, certainement explosive socialement. Appelez tout cela comme vous voulez, moratoire, jubilés, défauts, faillites, effondrement économique, hyperinflation, destruction de la monnaie, confiscations, tout cela, ce sera la fonction systémique de destruction dans ses œuvres ».

Bruno Bertez, le 1er septembre 2015

Zero Hedge – resistanceauthentique

Les marchés préparent déjà Halloween !

Bruno Bertez 7 septembre 2015

Semaine de défaite pour les autorités que celle qui s'est terminée le 4 Septembre.

La Chine avait stabilisé le Renmimbi, la Fed avait instillé le doute sur la hausse des taux le 17 Septembre, la BCE et la BOJ avait baissé une fois de plus leur pantalon et promis plus de Q(E) en cas d'aggravation de la situation, rien n'y a fait, les marchés ont continué de baisser.

Les promesses ne suffisent plus, à modifier les perceptions. Le rendement des « paroles verbales » décroît, la parole des grands n'est plus d'or, elle devient Fiat.

Les gourous commencent à s'écharper, les uns stigmatisent la politique des autres arguant qu'elle accroît la volatilité et les sur-réactions, amplifiant ainsi la déroute. Quand le butin se fait plus rare, les dépouilles sont plus âprement disputées ! En plus certains requins sentent l'odeur du sang, n'est ce pas ! Sentiment bien singulier que celui de la peur qui se réveille, il y avait si longtemps que les petits génies de la finance de momentum et d'arbitrage ne l'avaient pas connue, ils l'avaient presque oubliée. Tant d'années de certitudes ou il n'y avait qu'à miser pour récolter, on avait oublié que les marchés avaient deux sens. Comme l'aurait dit Talleyrand, « l'incertitude est là, dans toutes ses

horreurs, nous sommes à quelque jours d'un grand je-ne -sais -quoi ».

Les feuilles, la presse, les médias fidèles à leur mission de chien de garde aboient et agitent la queue, c'est le moment d'acheter, il faut profiter des occasions, des soldes, faire du « bottom fishing », c'est le moment de montrer que l'on est un vrai Trader, que l'on en a ! Le Wall Street , le FT, CNBC, conjuguent leurs efforts, sinon leur crédibilité, pour faire acheter, pour tracer une ligne de soutien. Hélas, les molosses de la bien-pensance financière aboient dans le vide car tout le monde est dans le même sens et cherche la sortie, la porte est étroite. Quand la magie du momentum s'est évaporée, quand le « buy the dip » a échoué, alors, le charme se rompt.

Encore heureux que tous ces gens ne lisent pas les fondamentalistes ou ceux qui comme Doug Short nous rappellent quelques chiffres que l'on avait voulu oublier ; sur les bases des quatre méthodes d'évaluation historiques qui ont fait leur preuve et dont la corrélation est bonne avec les performances d'investissement en actions, **les marchés comme le S&P américains sont surévalués en moyenne de 50 à 90% !**

Comme nous le répétons depuis maintenant quelques semaines, on peut rester sur-évalué, sur la base des méthodes classiques, confirmées, pendant très très longtemps, tant qu'il y a du momentum, tant que l'esprit de jeu est là ; mais quand l'aversion pour le risque montre le bout de son nez, gare !

Et nous ne cessons de le répéter, l'aversion pour le risque est en tendance haussière, elle, et elle finira par tout faire baisser. Il y a eu une première (fausse) alerte au printemps 2013, puis une seconde à l'été 2014 ; celle là était la bonne car les primes de risque n'ont cessé de se dilater et les divergences de se multiplier. Les sommets enregistrés ont été trompeurs, de mauvaise qualité avec des volumes médiocres et un rétrécissement continu du front des avances.

Pour couronner le tout, voila que les signaux techniques lourds se mettent à clignoter. Ainsi la sinistre « death cross » se promène un peu partout, comme si déjà on préparait Halloween : les moyennes mobiles 50 transpercent les moyennes mobiles 200. Ne souriez pas, ce n'est pas de la magie noire ou du marc de café, ou un oiseau de mauvais augure, la « death cross » c'est un signal technique tout ce qu'il y a de sérieux., avec un bon « record » d'anticipations adéquates.

La semaine dernière, le S &P 500 a creusé ses pertes , il a chuté de 3,4% , les Utilities ont perdu plus de 5%, le Nikkei a été amputé de 7%, l'IBEX de 5% , le DAX de 2,5%. Les devises faibles comme le Réal, le Rouble, le Rand ont perdu entre 4 et 8% de plus. Les financières chinoises battent de l'aile, ...

[Le temps long...](#)

Patrick Reymond 7 septembre 2015

"Sur très long terme, il n'y a aucun doute que c'est bénéfique économiquement" qu'il nous dit. C'est bien, mais totalement erroné, et cette affirmation répond à une idéologie, mélangé à de la stupidité, et non à la réalité.

En effet, un homme c'est un homme, et un homme, sans pétrole ou sans énergie fossile, ça produit pas beaucoup.

Et avec du pétrole en moins, l'homme devient totalement inutile, pire, il devient un poids mort.

Comme le dit Jancovici, la consommation de pétrole et de gaz baissent en Europe.

"Nous le savons tous : trop de locataires dans le même appartement, trop de bénéficiaires du même salaire, ou trop d'estomacs affamés autour d'un même repas ne sont jamais faciles à concilier avec l'harmonie du "vivre ensemble". C'est bien là le défi que l'Europe doit désormais affronter. Physiquement, notre continent est de plus en plus à l'étroit : les terres agricoles se contractent, notre production minière est en diminution, tout comme notre approvisionnement énergétique depuis 2007. "

La consommation de pétrole décline depuis 2006, et le gaz, lui, a commencé son déclin en 2005. Le recul pour le pétrole (16 % de 2006 à 2013) et le gaz (12 % de 2005 à 2013) infirme totalement une affirmation aussi stupide.

Tout nouvel arrivant, prend sur un gâteau en diminution, et dit aux gens en place, pousse-toi un peu. Prendre le pain des européens ? On y est.

Wall Street, Chine, pétrole de schiste... Le mensonge tend vers l'infini

08 sept 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Le dernier livre de Daniel Cohen — *Le monde est limité, le désir est infini* — suscite de nombreux débats. Parmi les formules les plus emblématiques, les lecteurs ont retenu :

"La croissance est la religion du monde moderne [...] elle est l'élixir qui apaise les conflits, la promesse du progrès indéfini".

L'auteur propose de réfléchir à la mise en oeuvre d'une société plus juste, à défaut d'un monde plus riche.

Mais le débat sur la croissance a déjà volé en éclat, dynamité de l'intérieur par le système financier et les médias "aux ordres" — ceux qui sont chargés de rabâcher l'évangile de la Pensée unique.

Les six années de "reprise" que nous venons de vivre n'ont enrichi que les 1% les plus riches

En effet, les six années de "reprise" que nous venons de vivre n'ont enrichi que les 1% les plus riches (ils ont capté 91% de la richesse additionnelle). Au sein même de ce groupe hyper-privilegié, ce sont les 0,01% du sommet de la pyramide qui ont mis la main sur 50% des centaines de milliards que se partagent les 1%.

Ceux-là ont désormais les moyens financiers de gagner toute les élections, de racheter tous les médias qui ne chanteraient pas les louanges des banques centrales et du système économique devenu le plus inégalitaire depuis le début de la révolution industrielle.

La "théorie du ruissellement" qui servait d'alibi à l'enrichissement sans cause des plus riches apparaît aujourd'hui pour ce qu'elle est : une des plus grandes impostures du 21ème siècle.

Plus les riches s'enrichissent, plus les pauvres — et plus grave encore, les classes moyennes — s'appauvrissent depuis 2009.

Parce que la sacro-sainte croissance de l'après-Lehman, 91% de l'humanité n'en a jamais vu la couleur !

La plupart des occupants de la planète Terre sont informés qu'elle existe quelque part (voire de l'autre côté de la rue) parce que c'est écrit dans le journal... mais ils seraient incapables de dresser l'inventaire de ce qui va mieux.

Aux Etats-Unis, tout a empiré — sauf pour Wall Street, sauf pour le Pentagone et son principal fournisseur, la Silicon Valley.

Pour l'Américain lambda, les dernières années écoulées se résument à l'explosion du coût de la scolarité, de la santé, de la dépendance, ainsi qu'à une précarisation des salariés et au morcellement de l'emploi.

Pour Wall Street, c'est un triplement du prix des actifs boursiers et le retour des introductions en bourse "milliardaires".

▪ **Miracles et introductions milliardaires**

Les investisseurs se voient proposer des valorisations à un ou plusieurs milliards de dollars concernant des entreprises ne réalisant aucun chiffre d'affaires, parfois sans le moindre brevet exploitable (mais pauvre benêt... si on lève des fonds, c'est justement pour financer la future invention miracle !).

On achète "une promesse d'avenir : c'est peut-être le prochain Netflix ou le prochain Tesla !

Qu'une "entreprise" qui ne rémunère que quelques salariés et/ou une équipe de chercheurs s'introduise en bourse avec une valeur supérieure à celle d'une firme centenaire et qui emploie des dizaines de milliers de salariés ne choque pas Wall Street. On achète "une promesse d'avenir : c'est

peut-être le prochain Netflix ou le prochain Tesla !

Les théoriciens du "miracle sorti du fond du garage" raisonnent comme si les centaines d'entreprises pérennes et leurs millions de salariés ne possédaient aucune équipe de chercheurs et n'avaient aucunement l'ambition d'exploiter des brevets les rendant encore plus riches !

Il y a 6 ans, la "nouvelle révolution" qui a tiré l'Amérique de la récession, c'était le pétrole de schiste. Une révolution entièrement financée à crédit et dont la survie dépendait d'un cours du baril durablement ancré au-dessus des 100 \$.

Le pétrole à 100 \$ nous a d'ailleurs longtemps été présenté comme un plancher, une rampe de lancement des cours vers les 150 \$ puis les 200 \$. L'avidité énergétique de la Chine était réputée sans limites.

Rendez-vous compte : le pays ne compte qu'une voiture pour 18 habitants, rien qu'un doublement du parc automobile chinois en 10 ans garantissait l'envol du prix de l'essence et du diesel vers des territoires inconnus.

En réalité, le pétrole de schiste a connu le développement que nous connaissons aux Etats-Unis uniquement parce que l'argent était surabondant et gratuit.

Les financiers ont embrassé des prévisions de rentabilité hédonistes, tenues pour quasi-certaines, et dont Wall Street découvre qu'elles sont totalement erronées.

Wall Street feint également de découvrir que la croissance chinoise n'est pas voisine de 7%... mais probablement de l'ordre de 3,5%. De son côté, Pékin se lance dans un activisme qui a toutes les caractéristiques d'une fuite en avant.

Sauf que la Chine était déjà le pays le plus actif en termes de stimulus monétaire et budgétaire depuis 2009. Plus elle injecte, plus elle soumet son économie à une série d'électrochocs, plus son PIB se contracte, plus les capitaux des oligarques, des nouveaux riches, des profiteurs, s'enfuient vers l'étranger.

L'accaparement par les élites et la non-redistribution de la richesse en Chine vers les classes moyennes constitue l'un des plus cinglants démentis à la "théorie du ruissellement". Mais là, nous parlons d'un pays communiste où la corruption fait des ravages.

▪ **Savons les apparences... tant que c'est encore possible**

Dès 2013, il devint tout aussi évident — en Occident cette fois — que les assouplissements quantitatifs n'irriguaient pas l'économie réelle mais la "machine à faire des bulles", au profit quasi exclusif des seuls 1%.

Les grands argentiers nous expliquent qu'ils ont persévéré... car c'était la seule stratégie possible (au nom du fameux principe : "il n'y pas d'alternative").

Pour bien comprendre le véritable sens profond de cette phrase, il suffit de

rajouter : "aux yeux des marchés".

Ces derniers n'ont même pas pris la peine de sauver les apparences en laissant l'argent des banques centrales percoler un peu dans l'économie réelle.... histoire de donner un semblant de crédit à l'alibi du "ruissellement"

Sous l'impulsion des banques centrales, l'épargnant — qui assume le véritable risque final du refinancement des Etats et des établissements de crédit "systémiques" — s'est vu de surcroît privé du moindre rendement... en l'échange de zéro croissance (en Europe et désormais au Japon) et de la précarisation du marché du travail.

Les cyniques en ont conscience depuis longtemps. S'ils vendent aujourd'hui — et ce n'est qu'un début — c'est tout simplement parce que le mensonge concernant les bienfaits du QE ne prend plus. Il est usé jusqu'à la corde.

Le mythe de l'infailibilité des banques centrales (otages consentants des marchés) vient d'être carbonisé par le krach boursier chinois puis la récession brésilienne, canadienne, australienne, malaisienne, italienne, finlandaise, etc.

Quel nouveau mensonge, quelle nouvelle légende urbaine destinée à enfumer les citoyens/épargnants, va prendre le relais ?

Nous penchons pour l'adoption d'un discours justifiant un QE4 de la Fed, un QE étendu de la BCE, un QE *no-limit* de la Banque du Japon... Cela n'aura pour seule vocation que de permettre aux initiés de transférer — aussi longtemps que possible — le maximum de risque et de pertes potentielles aux compagnies d'assurance et aux particuliers.

Il existe quatre précédents fameux au cours des 25 dernières années : les actions japonaises en 1990, les dettes émergentes en 1998, les dot.com en 2001 et les *subprime* en 2008.

En 2015, ce sera très différent... puisque les quatre facteurs de dislocation précédents se trouvent enfin réunis !

Chine: les réserves de change ont fondu en août

Bruno Bertez 7 septembre 2015

Les réserves de change de la Chine ont fondu en août pour soutenir le Renmimbi.

Les réserves de change chinoises, les plus importantes au monde, ont fondu le mois dernier de quelque 90 milliards de dollars, une facture salée due aux ventes massives de dollars pour soutenir sa monnaie après la dévaluation du yuan, a rapporté lundi la presse.

Fin août, les réserves de la Chine étaient ainsi descendues à 3.560 milliards de

dollars, soit une baisse de 93,9 milliards de dollars, a rapporté Bloomberg News, selon qui il s'agit d'une baisse plus importante que celle anticipée par un panel d'économistes, qui tablaient sur un recul à 3.580 milliards de dollars.

Il s'agit aussi du quatrième mois consécutif de baisse des réserves chinoises, a indiqué de son côté l'agence officielle Chine nouvelle citant la banque centrale chinoise (PBOC), qui détient un tiers des réserves mondiales.

la chute des réserves des banques centrales de la périphérie est un phénomène général, elles se font drainer par les sorties et les fuites de capitaux. l'Inde résiste bien cependant. Les « »pegs « », comme ceux des producteurs de pétrole sont menacés ; celui de Hong Kong est soumis à pressions.

La chute des réserves réduit la liquidité internationale, les capitaux à recycler disponibles pour le marché obligataire mondial se contractent. Tout ceci joue dans le sens de la hausse des taux et de l'aversion pour le risque avant même une éventuelle décision de la Fed.

Nous avons expliqué ceci il y a quelques semaines. Le mouvement global de deleveraging est complémentaire, tout se conjugue dans le sens déflationniste transitivement.

« EXCLUSIF, le théorème de la vaisselle! »

Charles Sannat 7 septembre 2015

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Ces derniers jours, votre moral a été remonté au cric par les autorités médiatiques. En effet, nul n'est censé ignorer désormais qu'aux Etats-Unis c'est le plein emploi.

Aux Etats-Unis c'est la croissance.

Aux Etats-Unis tout va tellement mieux qu'en France d'ailleurs, qu'il est urgent que nous nous inspirions de ce modèle américain et de son efficacité à rendre les peuples heureux.

C'est vrai quoi... demandez aux derniers pays ayant profité pleinement des bienfaits de la démocratie américaine comme je ne sais pas moi, l'Irak, la Libye, la Syrie... vous savez le bonheur et les réformes parfois cela prend un peu de temps.

Bref, si vous voulez la richesse, il vous faut le modèle américain ! Pas le choix, pas d'alternative.

Le théorème de la Vaisselle... ou il existe toujours des alternatives !

Le problème c'est que lorsque l'on me dit que je n'ai pas le choix... cela me gêne toujours un peu aux entournares, je n'aime pas ne pas avoir d'alternative et bien souvent dans la vie il existe une multitude de chemins différents pour atteindre un même objectif. Par exemple on peut faire la vaisselle à la main, avec un lave-vaisselle, ou encore confier la tâche à une femme de ménage, ou même à un enfant (contre une rémunération dérisoire appelée argent de poche). Vous pouvez aussi opter pour ma méthode radicale qui consiste à savoir si une tâche est utile et si elle peut être supprimée... appliquons cela à la vaisselle. Beaucoup pense qu'il n'y a pas d'alternative au fait de faire la vaisselle.

C'est faux.

On peut ne pas faire la vaisselle en achetant de la vaisselle jetable.

Je sais l'environnement machin toussa, toussa c'est pas écolo et c'est vrai quoi que jeter de la vaisselle jetable recyclée est-ce moins écolo que d'utiliser plein d'eau, de produits chimiques et d'additifs pour laver dans une machine à l'obsolescence programmée une vaisselle fabriquée par des petits chinois exploités ? Je pose juste la question... c'est vrai c'est terrible en réalité de ne poser que des questions...

Conclusion, même pour la vaisselle quotidienne il y a une multitude d'alternatives, alors imaginez donc pour le modèle économique d'un pays ! D'où le terme certes pompeux mais que je trouve valorisant de « théorème de la vaisselle par Charles Sannat »... voilà une ânerie potache qui, vous en conviendrez, vaut bien beaucoup d'autres théories aussi fumantes qu'un lave-vaisselle que l'on ouvre quand il vient juste de s'arrêter... (D'ailleurs je profite de cette vapeur pour laver mes carreaux de lunettes).

Alors le chômage baisse-t-il vraiment aux Etats-Unis ?

Je pose cette question c'est juste pour savoir, enfin, pour être sûr avant que l'on adopte définitivement le système américain puisqu'il n'y a pas d'alternative.



Bon comme vous pouvez le voir sur ce graphique, ça monte... et qu'est-ce qui monte ?

Le nombre d'américains non comptabilisés dans la « force de travail » ce qui se traduirait chez nous par le concept de population active.

Comme vous pouvez le voir l'astuce statistique du système américain est particulièrement simple. Aux USA un chômeur n'a presque droit à rien, ce qui fait que lorsque vous êtes au chômage depuis un an vous n'allez plus perdre votre temps dans les « jobs centers ». Du coup vous disparaîsez tout simplement des statistiques et vous rejoignez la case « not in labour force ».

Donc ce n'est pas le taux de chômage qui baisse aux USA, mais le nombre de gens qui devraient faire partie de la population active et qui sont sans travail et qui ne sont plus comptabilisés, qui augmente. Simple. Efficace.

La preuve que le chômage aux USA augmente et ne baisse pas du tout !

C'est un article en anglais... normal, on parle des USA. Je vais mettre la version originale et ma traduction amateur mais vous verrez le sens y est !

“A record 94,031,000 Americans were not in the American labor force last month — 261,000 more than July — and the labor force participation rate stayed stuck at 62.6 percent, a 38-year low, for a third straight month in August, the Labor Department reported on Friday, as the nation heads into the Labor Day weekend”.

Bon dans cette partie on vous dit qu'il y a 261 000 personnes de plus dans la catégorie « pas dans la population active »... ça fait un paquet tout de même. D'où la question ha... si on en a 261 000 de plus combien de postes nouveaux

ont été créés ?

“ In August, the economy added 173,000 jobs, and the unemployment rate dropped a tenth of a point to 5.1 percent from 5.2 percent. Job gains occurred in health care and social assistance and in financial activities. Manufacturing and mining lost jobs.”

Ça tombe bien car on obtient la réponse dans ce paragraphe ci-dessus. 173 000 jobs en plus... ça couvre pas vraiment les 261 000 en moins... mais bon, puisqu'on vous ment on n'est plus à ça prêt. Mais ce n'est pas tout...

“The number of persons employed part time for economic reasons (sometimes referred to as involuntary part-time workers) ticked up in August to 6,483,000, 158,000 more than the 6,325,000 recorded in July. These individuals, who would have preferred full-time employment, were working part time because their hours had been cut back or because they were unable to find a full-time job.”

On peut traduire cela par le fait que sur les 173 000 nouveaux jobs soit disant créés, on a 158 000 jobs de merde qui correspondent à du « temps partiel involontaire »... et de vous à moi on gagne rarement 20 000 euros par mois à temps partiel...

Conclusion ?

C'est tout autant la cata là-bas qu'ici, ce qui est logique puisque notre problème de chômage n'est pas lié au système social mais à l'absence de travail partout dans le monde puisque nous n'avons plus le même besoin de main d'œuvre. C'est encore une fois aussi simple que ça. Simplement, là-bas plus qu'ici la précarité et l'exploitation sont de rigueur.

Notre avenir c'est un peu « Zola le retour » !

Alors, en attendant, préparez-vous, il est déjà trop tard !

[Ron Paul: Washington responsable de l'effondrement des bourses mondiales](#)

Il est d'usage de dire que « l'on ne voit une bulle que lorsqu'elle a éclaté ». Cet adage n'a d'utilité autre que de camoufler au mieux l'incompétence, au pire la malhonnêteté de certains grands argentiers ou financiers de la planète.

La formation des bulles est parfaitement visible qu'il s'agisse de bulles boursières, obligataires ou immobilières et actuellement nous en avons un paquet et en France nous avons même les trois! Logique, les taux sont à zéro ou presque et l'argent est presque gratuit.

Donc tous les actifs montent. Le problème c'est que la FED veut monter ses

taux d'intérêt. A chaque fois que la FED monte ses taux d'intérêt elle provoque une crise économique plus ou moins grande.

C'était le cas en 1929 (où la FED a monté les taux), en 1987 ou encore avant 2007... alors évidemment si la FED monte ses taux en 2015 ou 2016 sur une économie chancelante elle provoquera un krach économique d'anthologie. Evidemment les experts de la FED savent aussi bien que moi ce qu'il va se passer... et certains politiciens américains également.

La question c'est pourquoi?

Charles SANNAT

Braquage de banque, quelle est la différence entre le voleur et le banquier?

Charles Sannat 7 septembre 2015

Des cambrioleurs entrent dans une banque d'une petite ville.

L'un d'eux crie : « On ne bouge plus ! L'argent appartient à la banque. Vos vies vous appartiennent ».

Immédiatement toutes les personnes présentes se couchent sur le sol calmement et sans aucune panique.

Ceci est un exemple de la façon dont le bon choix des mots d'un énoncé peut conduire toute personne à modifier sa vision du monde.

L'une des femmes est allongée sur le sol dans une pose provocante. L'un des voleurs s'approche et lui dit : « Madame, c'est un cambriolage, ce n'est pas un viol. Veuillez s'il vous plaît vous comporter de façon appropriée ».

Ceci est un exemple de la façon de se conduire professionnellement et de se focaliser sur l'objectif.

Alors qu'ils courent hors de la banque, le plus jeune voleur, titulaire d'un diplôme universitaire, dit au plus vieux, qui avait au mieux fréquenté l'école primaire : « Hé, nous devrions peut-être compter combien nous avons volé ? ».

Le vieux lui répond : « Ne sois pas stupide, on a un gros paquet d'argent et il suffit d'attendre les prochaines infos à la télé pour savoir combien on a volé ».

Ceci est un exemple où l'expérience vécue est plus importante qu'un diplôme universitaire.

Après le braquage, le directeur de la banque dit à son comptable : « Il faut appeler la police et leur dire combien on nous a dérobé ».

« Attendez », dit le comptable, « avant de faire cela, ajoutons à cette somme ce que nous avons pris pour nous-mêmes au cours des derniers mois ainsi que

divers petits détournements et déclarons que le tout nous a été volé ».

Ceci est un exemple de la façon de tirer avantage d'une opportunité

Le lendemain, on apprend par les infos que le montant volé à la banque est de trois millions de dollars. Les voleurs se mettent alors à compter leur butin et ne trouvent qu'un million, ce qui les fait râler : « Nous avons risqué nos vies pour un million de dollars alors que la direction de la banque en a dérobé deux millions sans prendre aucun risque. Nous devrions peut-être apprendre comment fonctionne le système plutôt que d'être de simples voleurs ».

Ceci est un exemple du fait que le savoir peut être plus efficace que l'intimidation physique.

Moralité générale

DONNEZ UN REVOLVER A QUELQU'UN, IL POURRA VOLER UNE BANQUE A SES RICHES ET PERILS

DONNEZ-LUI UNE BANQUE, IL POURRA VOLER TOUT LE MONDE EN TOUTE IMPUNITE...

[Et vous, quel est votre salaire ?](#)

08 sept 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Hier, c'était *Labor Day* aux Etats-Unis — la fête du travail.

Et si l'on en croit les titres des journaux du jour, les Américains s'intéressent beaucoup à ce que gagnent les autres. De tous les intervenants dans les pages éditoriales, personne — ou quasiment personne — ne travaille chez McDonald's ou ne gagne le salaire minimum. Pourtant, tous — ou quasiment tous — semblent avoir une opinion sur ce que devraient gagner les gens se situant dans l'échelle basse des salaires. Un salaire "au minimum vital", disent-ils. 30 000 \$, tel est le montant mentionné.

Bien entendu, un "minimum vital" national est absurde. Il coûte bien plus cher de vivre à Manhattan que dans les Montagnes Rocheuses. Et il est bien moins cher de vivre chez ses parents que d'avoir son propre appartement. Mais nous ne sommes pas tant intéressé par les détails pratiques que par la théorie. On nous dit que les gens qui travaillent chez McDonald's doivent gagner plus.

Les employés bien éduqués, bien payés et bien abreuvés peuvent décider des salaires des travailleurs du McDo

Or qu'en est-il de ceux qui ne travaillent *pas* chez McDonald's ? Peut-être devraient-ils décider mutuellement de leurs salaires. Les employés bien éduqués, bien payés et bien abreuvés peuvent décider des salaires des travailleurs du McDo. Et

les jongleurs de burgers peuvent décider des salaires des classes bavardes et des empêcheurs de tourner en rond. Si une telle chose devait se produire, nous

sommes d'avis que les je-sais-tout bien payés subiraient une baisse de salaire. Ce qui nous semble juste et correct. Lorsque nous entrons dans un McDonald's, un salarié payé au SMIC nous sert notre commande. Nous recevons ce que nous avons payé et sommes satisfait de la transaction. En revanche, lorsque nous lisons les journaux, nous n'en retirons que des sottises et des inepties.

Généralement, nous obtenons un service honnête et un bon rapport qualité-prix de la part des travailleurs en col bleu. Mais que recevons-nous des clowns en col blanc ? Des problèmes.

Logiquement, il n'y a que deux possibilités. Soit les salaires sont déterminés par un échange libre entre ceux qui offrent leur travail et ceux qui veulent l'acheter. Ou bien une personne (ou plusieurs) fixe les salaires selon ses propres critères. Les bonnes âmes veulent utiliser l'argent des autres pour augmenter les salaires de ceux qui sont moins bien payés, mais ne mentionnent pas leurs propres salaires. Elles n'offrent même pas de payer leurs hamburgers plus cher pour que McDonald's puisse payer plus ses travailleurs. Et qu'en est-il de ceux qui cherchent un emploi ? Si le salaire minimum était augmenté, ils seraient sans doute plus nombreux — soit parce que McDo ne peut pas se permettre d'embaucher tant de gens à des salaires plus élevés soit parce qu'il a remplacé ses employés au salaire minimum par des machines !

Mais si les bonnes âmes se donnaient la peine de réfléchir un peu plus loin que le bout de leur nez, elles constateraient que trafiquer les prix rend toujours — toujours ! — les gens plus pauvres, non plus riches.

▪ Jouons un peu

Nous allons toutefois leur accorder le bénéfice du doute, s'il y en avait, et tenter d'imaginer en quoi le monde pourrait être amélioré en décidant des salaires des autres. Commençons par tenir brièvement compte de l'équité : s'il est raisonnable de fixer les salaires des plus pauvres d'entre nous... pourquoi pas ceux des plus riches ? En d'autres termes, si ceux qui ne sont pas impliqués eux-mêmes dans une transaction salariale prétendent savoir mieux que les participants quels devraient en être les termes, pourquoi pas les salaires des éditorialistes ? Des éditeurs ? Des PDG ? Des stars du sport ? Des acteurs ? Il y a peut-être avarice d'un côté, mais ils y a une générosité extravagante de l'autre. Si un côté devrait être corrigé, pourquoi pas l'autre ?

Au lieu de permettre au marché de fixer les prix, nous les fixerons nous-même

Vous voyez quelle tâche réjouissante ce serait pour un bureaucrate ayant le sens de l'humour. Au lieu de permettre au marché de fixer les prix, nous les fixerons nous-même. Oui, nous ne nous arrêterons pas au truquage des marchés boursiers... nous

allons aussi truquer le marché du travail — en mettant les salaires au niveau qui nous semble correct.

Alors allons-y. Nous avons fait le premier pas en proposant des salaires annuels pour les métiers suivants, en fonction des bénéfices qu'ils apportent à la société selon nous :

- Entrepreneurs (votre correspondant compris), poètes, inventeurs et savants fous — 100 000 \$
- Prêtres, enseignants, mathématiciens, scientifiques, pilotes, infirmières et réalisateurs de cinéma — 85 000 \$
- PDG, prostituées, écrivains, barmen, gestionnaires de *hedge funds* — 75 000 \$
- Conducteurs, ouvriers, vendeurs, agriculteurs, pompiers, policiers — 50 000 \$
- Psychologues, médecins (charlatans compris), planificateurs financiers — 40 000 \$
- Fonctionnaires (ceux n'étant pas inclus dans les groupes ci-dessus), politiciens, dealers de drogue, bonnes âmes, économistes, faussaires, psychiatres, sociologues, chercheurs en politique, instituts de sondage et artistes de pacotille — 30 000 \$.

Cette liste n'est en aucun cas exhaustive ou définitive. Ce n'est qu'une suggestion, un point de départ pour une distribution "plus juste" du revenu national. Vos propres idées sont les bienvenues, cher lecteur.

Crise Financière: Revenir à Aristote et aux Causes Premières

Charles Gave 7 septembre 2015

J'enrage.

Nous sommes sans doute en train de rentrer dans une nouvelle crise financière d'anthologie qui va encore une fois frapper les petites gens et les entrepreneurs beaucoup plus que les princes qui nous gouvernent. Des millions de gens vont se retrouver au chômage, des fortunes vont disparaître en quelques jours et un nuage noir va peser sur le monde.

Et tout cela va nous arriver parce que nous sommes gouvernés depuis des années par des idéologues ou des crapules qui veulent nous imposer leurs cadres de pensées, leurs idées, leurs préférences alors même que personne ne les a élu pour ça. Comme toujours, lorsqu'un désastre se produit, la chasse aux boucs émissaires va s'ouvrir et je laisse au lecteur le soin de deviner qui va être rendu responsable des calamités qui vont se produire. Ce n'est pas bien difficile, les suspects habituels feront l'affaire.

Pour comprendre **pourquoi** ce qui va arriver était inéluctable, il faut revenir à

ce qu'Aristote appelle les « Causes Premières », c'est-à-dire l'événement ou la prise de décision à l'origine du déroulement quasiment inéluctable des événements ensuite.

Pour moi, il y a DEUX causes premières aux difficultés qui s'annoncent :

1. L'Euro
2. La capture de la Banque Centrale Américaine par une ploutocratie.

Ces deux machines à détruire à la fois la croissance et nos Démocraties ont été mises en place dans les années 1990 à 2000 du siècle précédent, ce qui m'amène à une première remarque.

Entre une mauvaise décision et ses conséquences, il peut se passer des décennies. Que le lecteur pense aux 35 h en France...imposés en 1997, c'est **aujourd'hui** que nous en payons la note. Ou encore aux fonctionnaires municipaux embauchés par l'état de L'Illinois il y a vingt ans avec des conditions de salaires et de retraites insensées. Et il a fallu attendre 2015 pour que l'Illinois soit en faillite... qui se souvient du nom des politiciens de l'époque à Chicago ?

La réalité est que les crimes économiques sont rarement imputés aux vrais criminels qui les ont commis parfois des décennies plus tôt. Les crimes économiques ne sont donc pour ainsi dire jamais payés « cash »... Aux Citoyens à apprendre de leurs erreurs et à se méfier des démagogues. S'ils n'en sont pas capables l'Argentine ou le Venezuela seront notre futur.

Mais revenons à nos deux causes premières, en commençant par l'Euro.

Je ne vais pas une fois de plus expliquer pourquoi l'Euro est un monstre et pourquoi il nous a amené dans le désastre actuel. Ceux qui seraient intéressés à mieux comprendre peuvent décharger le dossier sur ce sujet en consultation libre sur notre site, mais je veux expliquer où est la faute contre l'Esprit, la seule impardonnable.

Puisque nous en sommes au niveau supérieur, celui de la Philosophie, je vais donc simplement expliquer pourquoi LOGIQUEMENT l'Euro ne POUVAIT pas marcher.

Comme les lecteurs ont dû le remarquer, je suis un Wicksellien ; Wicksell étant un économiste Suédois de la fin du XIX^{ème} début du XX^{ème}. Pour que la croissance soit optimale nous dit Wicksell, il faut que le taux d'intérêt soit sur le taux de croissance, toute déviation entre les deux entraînant de mauvaises allocations du capital et donc des booms suivis d'effondrements spectaculaires. Cette théorie explique fort bien la réalité, je pourrai le prouver, mais ce n'est pas le but de ce papier. Je demande donc au lecteur d'accepter ce point comme « prouvé » ce qui me permet de revenir à notre sujet.

Imaginons pour les besoins de la démonstration qu'un pays en Europe ait un taux de croissance « structurel » de 2 % par an (l'Allemagne par exemple) alors qu'un deuxième pays aurait un taux de croissance de 0.5 % par an (l'Italie). Si nous suivons Wicksell, il faudrait que le premier pays ait des taux d'intérêts à 2 % et le deuxième des taux à 0.50 % et que le taux de change soit laissé libre de fluctuer entre les deux pour assurer la convergence des deux systèmes de production.

Or, dans le système de l'Euro, il ne PEUT pas y avoir DEUX taux d'intérêts de marché et le taux de change est fixe. Les banquiers centraux n'étant à l'évidence qu'une forme non élue (c'est-à-dire la pire) de politiciens vont me coller au début des taux d'intérêts à 1.25 %, ce qui créera un boom en Allemagne et une dépression en Italie. Au bout de quelques années de ce lit de Procuste, ils paniqueront et mettront les taux à zéro pour tout le monde, ce qui bien sur n'arrangera rien du tout, comme on le voit tous les jours, puisque le taux de change ne peut s'adapter.

Casser le thermomètre guérit rarement le malade.

L'erreur **philosophique** commise par les fondateurs de l'Euro a donc été de mettre en place un système qui allait favoriser les forts et pénaliser les moins forts et qui allait amener à une divergence de plus en plus marquée des économies. Cette erreur a été fort bien diagnostiquée par Hayek, qui lui a donné le nom de *présomption fatale*. Sous cette réalité, se dissimulent à la fois un mépris du Peuple, de la Démocratie et du rôle du marché de la part des élites dirigeantes, ce qui m'a amené à dire bien souvent dans le passé qu'il n'y avait guère de différences entre l'Union Soviétique et la construction Européenne telle que l'ont organisé les Delors, Trichet, Lamy; tous Français et tous persuadés qu'ils étaient plus intelligents que tous les citoyens de tous les pays Européens réunis.

Cette crise du Sud de l'Europe a entraîné un véritable effondrement des importations de ces pays qui n'était que la conséquence logique de l'effondrement des niveaux de vie locaux consécutifs à une politique monétaire débile et je peux assurer le lecteur que tant que l'Euro sera présent, l'économie de la zone Euro sera régie par la phrase que les damnés de Dante voient inscrites sur le fronton des portes de l'enfer : « *Oh, vous qui entrez ici, perdez tout espoir* ». Cette crise va bien sur entraîner l'effondrement de tous nos systèmes sociaux, y compris en Allemagne.

Venons en à la prise de pouvoir par une ploutocratie aux USA, cause numéro deux.

Solow, qui fut prix Nobel d'économie a démontré de façon fort convaincante à la fin de années 50 qu'un système économique ne pouvait fonctionner que si trois variables étaient laissées libres de fonctionner. Le coût du capital et la

rentabilité du capital avaient été identifiées par Wicksell comme absolument déterminants quasiment un siècle plus tôt. Solow ajouta à ces deux premières une troisième variable, le Risque.

En principe, plus la rentabilité du capital est potentiellement élevée et plus le risque de tout perdre est fort. Et c'est là ce qui fait la justification morale du capitalisme (n'en déplaise à notre Pape actuel qui ne comprend rien de rien à l'économie, ce qui est fort regrettable d'autant qu'il devrait, entre tous, se souvenir de la phrase « beaucoup sont appelés et peu sont élus »)

Mais prendre des risques est insupportable pour ceux qui souffrent de cupidité. Ils veulent bien gagner de l'argent, mais ils ne veulent pas en perdre. Et donc à la fin des années 90, un groupe de pression fort bien organisé, emmené par Goldman-Sachs, Morgan-Stanley et JP Morgan arriva à la conclusion que cette histoire de tout perdre était idiote et qu'il fallait prendre le contrôle de la Fed pour diminuer le risque dans la sphère financière, où ils exerçaient leurs talents.

Ce qu'ils firent.

Et depuis, les taux d'intérêts ont été manipulés comme jamais dans l'histoire pour faire disparaître le risque sur les opérations financières du type « *leverage buy out* » et autres manipulations qui permettent à des financiers de s'approprier l'économie réelle sans ajouter la moindre valeur au système, en vertu du vieux principe de l'économie de copinage : « *Si ça marche c'est pour moi, si ça ne marche pas c'est pour l'Etat* ».

Et donc nous sommes aujourd'hui dans un capitalisme financier qui a perdu toute justification **morale** puisque le risque n'existe plus pour ceux qui l'exercent. Il s'agit purement et simplement de vol en bande organisée. De ce fait, et comme le risque n'a pas disparu dans l'économie réelle plus aucun investissement n'y a lieu puisque tout le capital disponible tourne comme un toton dans l'économie financière et productivité, emplois bien payés et croissance s'effondrent tandis que des fortunes immenses se créent sans aucune justification morale.

Le crime commis aux USA n'est donc pas un crime « intelligent » comme nous en avons été les victimes en Europe, mais un crime contre l'esprit même du système qui veut que la contrepartie d'une fortune soit une prise de risque considérable qui aurait réussie.

Conclusion

Ces deux cancers sont en train de faire crever l'économie mondiale et la bonne nouvelle est que nous arrivons sans doute à la fin des replâtrages divers et variés que des autorités qui n'ont plus aucune légitimité ni morale ni démocratique nous imposent, sans aucun résultat bien entendu.

Mais ces deux crimes sont de natures différentes.

Le premier trouve son origine dans l'Orgueil, le second dans la Cupidité.

En Europe, nos soi-disant élites ont commis un crime contre l'intelligence qui a peut être pour excuse que leurs intentions n'étaient pas basses, même si les résultats sont désastreux.

Aux USA, la situation est bien pire.

Les élites financières ont commis un crime contre l'esprit même du système, c'est-à-dire un crime **MORALEMENT** indéfendable. Ils veulent s'enrichir sans prendre de risques et pour arriver à leurs fins, ils ont pris le contrôle de l'Etat.

Je peux, peut être, pardonner à celui qui me prend mon argent soi-disant pour le distribuer aux pauvres que son action a créé. En aucun cas par contre, je ne peux pardonner à un riche de piquer l'argent de la quête le Dimanche à la messe.

Le premier est un crime contre la Logique, le deuxième un crime contre la Morale qui régit le système et qui donc ne peut pas ne pas emmener l'effondrement même du système.

Le premier crime m'agace, le deuxième me répugne et ce n'est pas la même chose.

Aux Citoyens de nous débarrasser d'une classe intellectuellement incompétente en Europe.

Aux USA, ce serait plutôt le travail de la Justice.

Horreur et malheur dans le secteur de l'énergie

Sean Brodrick 8 septembre 2015 | [La Rédaction](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Moi qui pensais que l'or était impopulaire... je n'avais pas encore vu la manière dont les investisseurs traitent en ce moment le marché pétrolier ! Ce n'est pas tant que les actions énergétiques qui paient de bons gros dividendes sont impopulaires... elles sont l'objet d'une véritable haine !

Bien sûr, certaines entreprises souffrent tellement de la chute des prix du pétrole que leurs dividendes sont en danger. Mais pas toutes. Et lorsque l'on voit une entreprise comme **Exxon Mobil (NYSE : XOM)** verser des dividendes de plus de 4% alors qu'elle n'en versait que la moitié il y a un an encore, il ne fait plus de doute qu'il y a une vraie déconnexion entre le marché et la réalité.

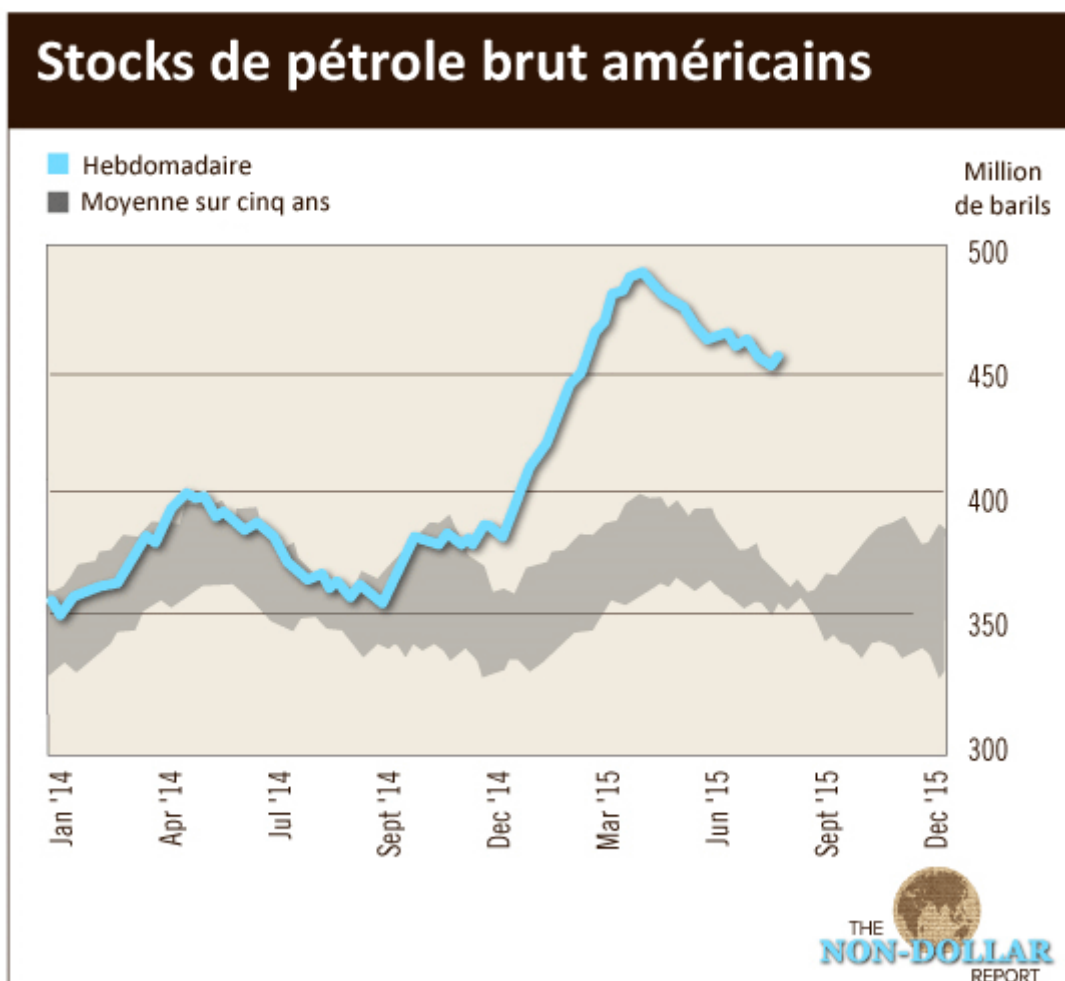
Et Exxon n'est que l'un des exemples les plus évidents. Certaines entreprises s'échangent avec des dividendes de 6%... 9%... voire même 19% ! Des entreprises qui sont en fait AIDEES par la chute du cours du pétrole.

Le marché a-t-il perdu la tête ?

Penchons-nous sur certains des signaux de détresses sur le marché pétrolier.

Parier sur un désastre. Les options de vente (aussi appelées *put*) sont un pari que le prix d'une action ou de contrats à terme va chuter. Même si le cours du pétrole a déjà dégringolé de 64% depuis juin 2014, beaucoup d'investisseurs s'attendent à ce qu'il continue de chuter. Donc les put qui parient sur un pétrole à 35 \$ en octobre s'envolent.

Les réserves américaines de pétrole brut sont énormes. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a déclaré que les ressources en brut avaient augmenté de 2,6 millions de barils la semaine dernière et les réserves sont déjà nettement, *nettement* au-dessus de leur moyenne sur cinq ans.

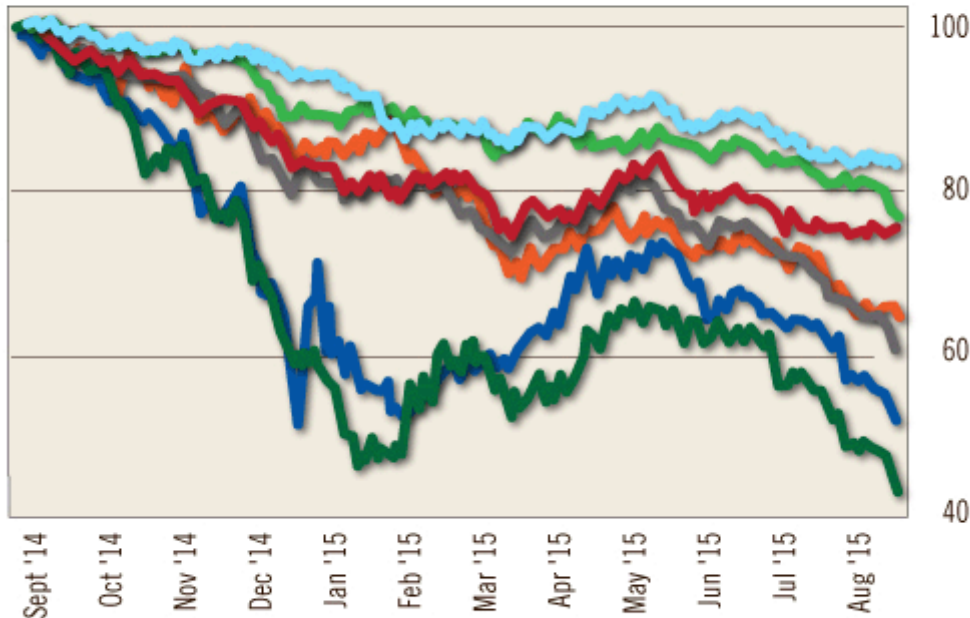


Cette surabondance de pétrole n'est pas un problème pour les Etats-Unis uniquement. Toujours selon l'EIA, les stocks de pétrole ont progressé de 2,3 millions de barils par jour cette année, la progression la plus rapide depuis 1998.

Les pétrodevises s'effondrent. Les pays qui dépendent des exportations pétrolières voient leurs devises suivre le cours du Brent, le comparateur international pour le pétrole, jusqu'au fond du fond. Voyez un peu...

Effondrement des pétrodevises

Canada Mexique Norvège Brésil
Colombie Russie Brent



Note : les chiffres sont en dollar pour chaque unité de devise, indicées à 100, à midi le 21 août. Le Brent est l'indice ICE du pétrole Brent brut

Source: FactSet



La Russie est en souffrance parce qu'elle produit 12% des ressources mondiales en pétrole brut – et dépend des ventes de pétrole et de gaz naturel pour 50% de ses revenus. Le cours du Brent brut est passé sous la barre des 45 \$ le baril. A moins que les prix du pétrole n'opèrent une reprise rapidement, la Russie est, pour utiliser un terme technique, fichue !

Ce ne sont là que quelques-uns des signes de panique que je constate sur les marchés pétroliers. Mais où tout cela va-t-il nous mener ? Je vais vous le dire...

L'OPEP au bord de l'implosion

L'Arabie Saoudite se vante de pomper plus de pétrole que jamais. Mieux vaut donc garder un oeil sur les "cinq fragiles" de l'OPEP : L'Algérie, l'Irak, la Libye, le Nigéria et le Venezuela.

Ces pays ont vu leurs coffres se vider aussi vite que leurs devises s'effondraient... Le genre de double-combo susceptible de renverser des gouvernements. Le Venezuela traversera bientôt une crise de la dette et le Nigeria s'enfonce dans l'inflation à mesure que sa monnaie recule.

Quant à la Libye et à l'Irak... ils sont tous les deux au bord du chaos politique total.

Beaucoup pensent que l'Arabie Saoudite tente de produire suffisamment de pétrole pour faire crier grâce aux producteurs américains, qui diminueraient alors leur production. Mais pensez-y : et si les Saoudiens étaient en fait plutôt en train de chercher à faire plier l'un des autres membres de l'OPEC ? Peut-être savent-ils que si le Venezuela ou l'un des autres s'effondre, la perte de production ferait diminuer les ressources mondiales... et ferait à nouveau grimper les prix.

L'effondrement d'un membre de l'OPEP n'est sans doute pas pour demain. Pour l'instant, le cours du baril devrait rester assez bas.

Or certaines entreprises profitent de la chute des cours. Et c'est ce que nous verrons dès demain !

- See more at: <http://quotidienne-agera.fr/2015/09/08/petrole-opep-arabie-saoudite/#sthash.X6klCXU.dpuf>

Panique financière : Washington éternue, Pékin s'enrhume

Par Henri Lepage. Publié le 8 septembre 2015 Contrepoints

Comment la crise s'est emparée des marchés chinois... L'éclairage d'Henri Lepage.

Un article de l'Institut Turgot

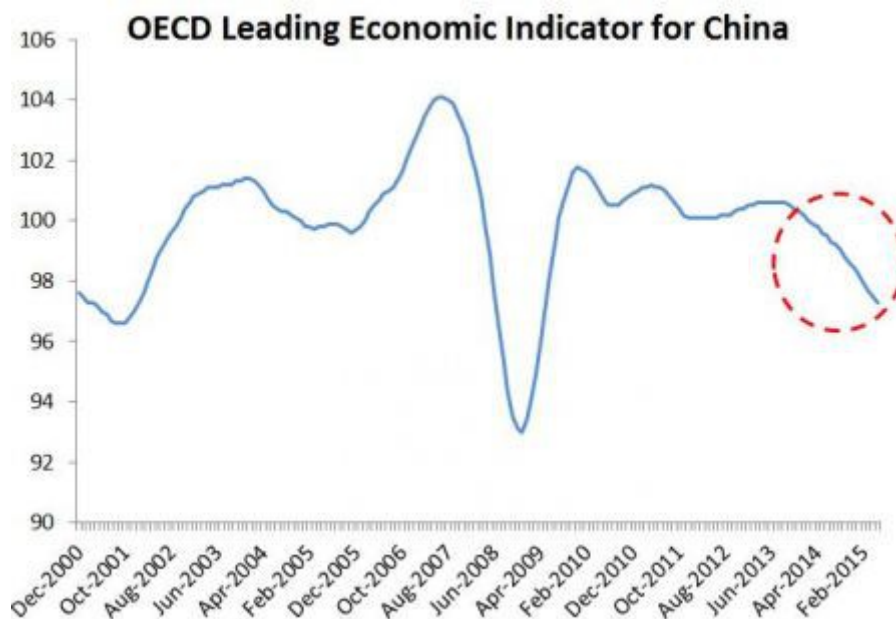


Que s'est-il passé cet été ? Quelle est l'origine du coup de chien qui, pendant la seconde quinzaine d'août, a semé la panique sur les marchés ?

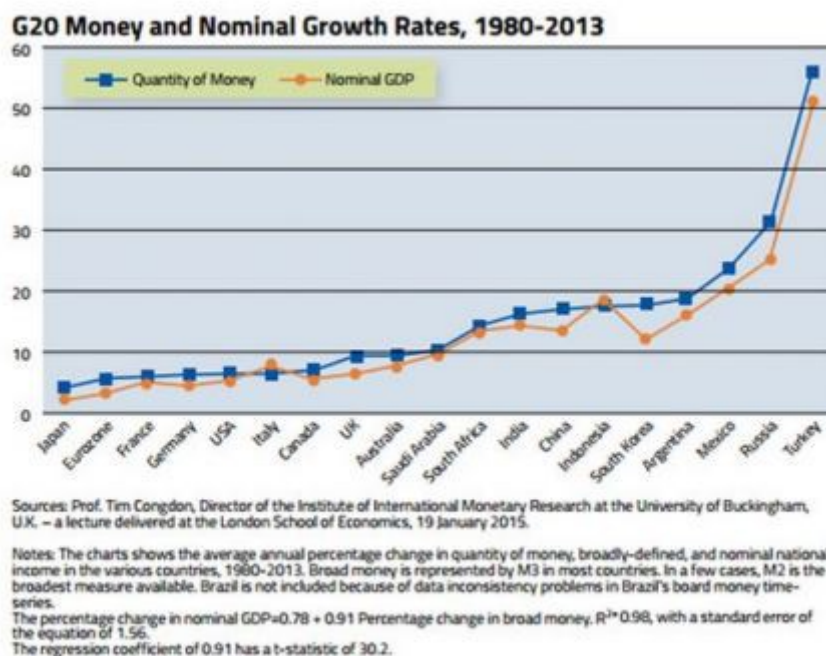
On est tous d'accord : cela a commencé en Chine, avec la méga chute de la bourse de Shanghai à la fin du mois de juillet, les mauvaises nouvelles sur la croissance chinoise (d'une croissance habituelle à deux chiffres on est tombé à 7 % pour 2015, puis probablement 6 % pour 2016), la dévaluation de 2% du taux de change de référence (currency peg) du Yuan par rapport au dollar.

Mais pourquoi cette crise, et à ce moment-là, en Chine ?

Cela fait déjà plusieurs années que les perspectives de croissance économique ralentissent en Chine. Cela fait même plus de quinze ans que l'on entend régulièrement des rumeurs sur la fin du miracle chinois torpillé par la venue d'un véritable cataclysme économique. Que s'est-il exactement passé cet été ?



La presse est pleine d'analyses très fouillées sur l'économie chinoise et la manière dont les responsables chinois gèrent leur pays. Mais les visions de synthèse convaincantes sont plutôt inexistantes. Un tweet de notre ami [Steve Hanke](#) vient de me mettre sur la piste de la réponse que je cherchais.



Steve est un [monétariste](#) pur et dur. Il ne manque jamais de rappeler que, dans le moyen et long terme, il existe une relation étroite entre la croissance économique (appréhendée par la croissance du Produit national brut nominal – *Nominal Gross Domestic Product*, *NGDP*) et la croissance de la masse

monétaire au sens le plus large : Divisia M4 pour les USA, M3 pour les autres pays publiant encore cette statistique. Pour lui, il ne fait aucun doute que la seconde détermine la première, et que l'évolution monétaire l'emporte toujours sur la politique budgétaire lorsqu'il y a opposition entre les deux manettes de la politique économique. Il y a deux ans, il a publié un article qui amasse de manière convaincante les preuves empiriques de cette affirmation, le plus bel exemple de la démonstration étant donné par les résultats aussi peu keynésiens que possible des huit années de la Présidence Clinton (pourtant un Démocrate).

C'est donc naturellement du côté de la création monétaire (« *the most important determinant of nominal economic growth : the money supply* ») que Hanke s'est tourné pour comprendre ce qui se passe en Chine. Le résultat : un graphique qui fait apparaître que la croissance monétaire ne cesse de ralentir depuis le début 2012. Son taux de croissance annuel actuel est de l'ordre de 10% alors que son trend de long terme (calculé sur la période 1980-2013) était de plus de 17%. D'où la conclusion de son tweet : « *China is in trouble. Slower money supply growth means that slower nominal GDP growth is already baked in the cake* ». Et ce ne sont pas les manipulations économiques ni les gesticulations politiques de ses dirigeants actuels qui ont une chance d'y changer quoi que ce soit. L'influence déflationniste de la récession chinoise va peser lourd sur les perspectives de l'économie et des bourses mondiales pour les deux années à venir. Steve Hanke s'étonne qu'on ne trouve nulle part mention de cet aspect pourtant fondamental de la situation conjoncturelle chinoise.



Cette analyse est cependant encore un peu courte. Si c'est du côté de la monnaie qu'il faut en général chercher l'explication, plus spécifiquement, que s'est-il passé en 2015 qui explique la soudaineté de l'accident qui agite encore les marchés ? La réponse nous est donnée par le blog d'un autre économiste proche

des grands instituts néo-libéraux et [libertariens](#) que sont le *Cato* à Washington ou l'*Independant Institute* de San Francisco : David Beckworth, l'une de mes lectures de référence préférées, car l'une des plus informatives pour rester au contact des grandes controverses qui agitent le milieu des économistes universitaires anglo-saxons.

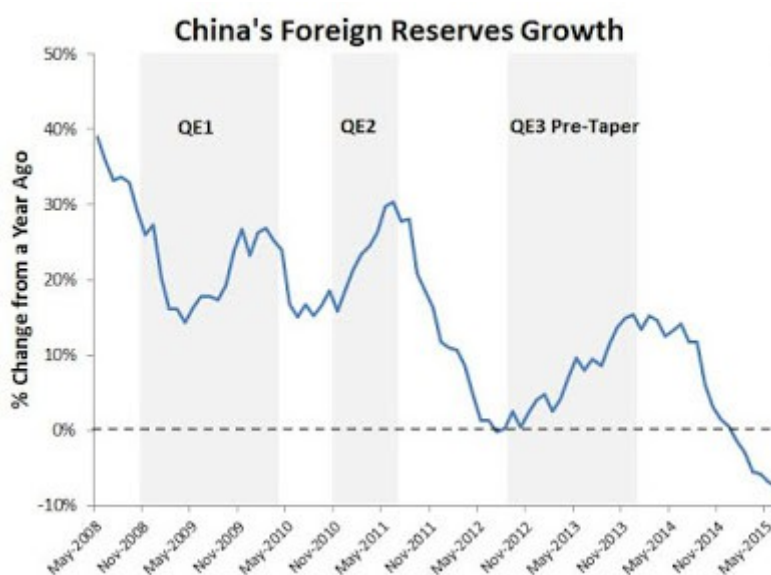
Ce qui se passe est en fait très simple. Ce que nous avons est une réédition, en copie conforme, mais avec des effets immédiats encore plus forts, de ce qui s'est passé il y a deux ans, à l'été 2013, lors de l'épisode dit de *Taper Tantrum*, lorsque les marchés ont réagi à l'annonce faite par Ben Bernanke que la banque centrale américaine allait progressivement mettre fin à son programme de *Quantitative easing* (QE3). Alors que le QE avait déclenché et entretenu de gigantesques mouvements de fonds à l'avantage des grandes économies émergentes, la perspective d'une remontée, même graduelle, des taux d'intérêt avait suffi pour provoquer l'inverse, à savoir l'amorce d'un formidable reflux des liquidités financières vers le marché américain et un début d'assèchement de l'alimentation monétaire du reste du monde (hors pays développés).

Bernanke et ses collègues de la Fed n'ont pas mis longtemps pour comprendre le message : le *Taper tantrum* a été suspendu sine die et les interventions au titre du QE3 ont continué, jusqu'à leur arrêt progressif à la fin 2014. Le calme est immédiatement revenu sur les marchés.

Les bons résultats économiques du second semestre 2014, le retour d'une croissance apparemment nettement plus active, ont laissé penser aux autorités monétaires américaines qu'il était temps de reprendre leur marche vers le retour à des conditions plus normales de politiques monétaire, puis à persévérer dans cette voie. Les derniers rachats d'actifs intervenus au titre de QE3 ont été effectués fin novembre, immédiatement relayés dans la foulée par l'annonce que la Fed, tournant le dos à ses engagements précédents, répétés depuis plus de six ans, de maintenir des taux aussi bas que possible allait s'engager dans la voie d'une remontée graduelle des taux d'intérêt US. Aucune date n'a été précisée. D'ici peu, dans quelques mois, au cours de l'été, à la fin de l'été... Les déclarations les plus contradictoires se sont succédé. Tous les commentateurs économiques analysent fièvreusement la moindre déclaration des membres du Comité de politique monétaire de la Fed (le FOMC), ils scrutent leurs sous-entendus, et restent suspendus à la moindre annonce concernant l'évolution des chiffres du marché de l'emploi dont Janet Yellen, le nouveau Président de la Réserve Fédérale, a dit que ce sont eux qui lui dicteront le moment de sa décision.

Pour l'instant on en est formellement toujours au même point. Cependant les effets économiques de ce changement de cap, aussi graduel soit-il, n'ont pas tardé à se manifester. Relèvement ou pas du taux de la Fed, les marchés, eux, ont très rapidement intégré dans leurs anticipations et calculs la nouvelle

trajectoire annoncée pour la remontée progressive des taux. Combiné avec l'arrêt des injections de liquidités, le résultat est un resserrement « passif » (c'est-à-dire non directement désiré par les autorités) des conditions monétaires américaines qui s'amorce progressivement à partir de la mi-2014, puis s'accélère à la fin de l'année, et apparaît très clairement à la lecture de l'évolution de l'indice TEC du taux américain de l'échéance constante 1 an (*1 year Treasury Constant Maturity Index*, calculé à partir de la moyenne anticipée des taux d'intérêt courts sur un an à laquelle a été ajoutée une faible prime de terme). Au 15 août, ce taux était passé à 0,42 % contre 0,10% à la fin 2014. Un autre indice révélateur du resserrement est tout simplement la remontée du cours du dollar dont le profil, depuis le début 2015, est tout à fait parallèle à celui du TEC.



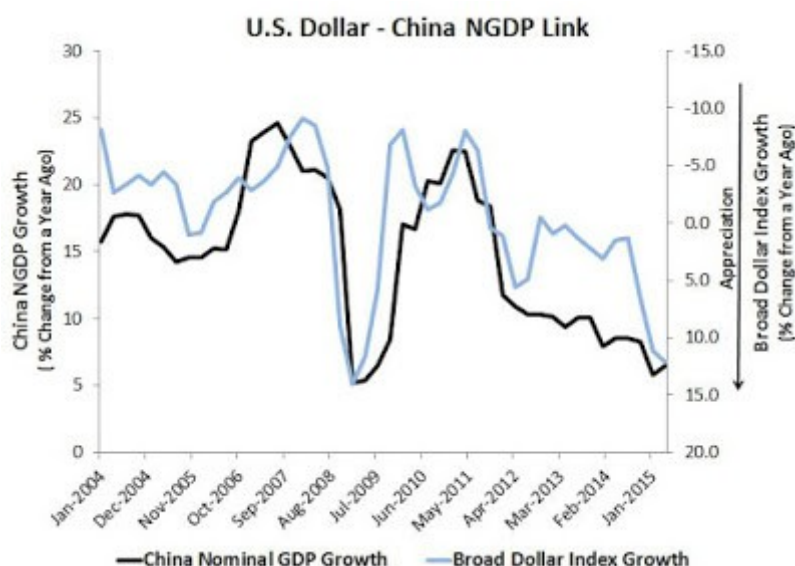
Mais l'histoire ne s'arrête pas là : compte tenu de ce que les monnaies de la plupart des grandes économies émergentes sont aujourd'hui toutes plus ou moins rattachées au dollar (*peg*), il en résulte que les États-Unis exportent leur resserrement monétaire au reste du monde, en particulier à la Chine. Ce transfert se fait via les mouvements de la balance des paiements. La perspective de normalisation monétaire américaine rend le marché US plus attractif et provoque un retournement des flux financiers qui reprennent la direction des États-Unis. La monnaie locale s'affaiblit par rapport au dollar, ce qui contraint la banque centrale à intervenir pour maintenir son taux de change de référence par rapport au dollar en liquidant pour cela une partie de son portefeuille de devises. La baisse du montant des réserves en devise a pour contrepartie une destruction de monnaie, ou tout au moins un ralentissement du rythme des additions à la monnaie de base locale, donc un ralentissement de la création de monnaie, et un resserrement de la conjoncture monétaire en général. C'est ainsi que, depuis la fin de l'année dernière, la Chine a perdu près de 800 milliards de dollars de réserves, un chiffre considérable, le rythme d'accumulation de

nouvelles devises ayant commencé à fortement ralentir au début de l'été 2014, pour devenir négatif en décembre – au moment où QE3 prenait effectivement fin.



Ainsi, pour David Beckworth comme pour Steve Hanke, le grand ralentissement de l'économie chinoise observé depuis plusieurs mois n'a rien d'un accident, d'une catastrophe imprévue et imprévisible qui, pour des raisons complexes, marquerait le début d'une grande rupture. Il s'agit seulement du contrecoup à l'échelle du monde entier – la situation est la même dans les autres grandes économies émergentes comme le Brésil – des intentions américaines de mettre définitivement fin aux opérations de *Quantitative easing* et de revenir progressivement vers des modes plus conventionnels de gestion monétaire et conjoncturelle. Prenez d'un côté la courbe qui représente les variations du taux de croissance annuel de l'économie chinoise (*nominal GDP growth*), de l'autre celle de l'évolution du taux de change global du dollar (changements d'une année sur l'autre de l'indice pondéré du dollar), pour les dix dernières années, mettez les deux courbes sur le même graphique, vous observerez une incroyable correspondance. Les variations de la croissance chinoise apparaissent comme étant étroitement liées aux mouvements de l'indice de change qui sert de principal indicateur pour étalonner l'état des conditions monétaires aux États-Unis.

Ainsi va la mondialisation. Plus que jamais, du moins du point de vue des conjonctures économiques, nous sommes vraiment dans un univers sans frontières, un monde global où les mouvements de l'économie réelle correspondent bel et bien aux schémas de la théorie monétariste de la balance des paiements mise en lumière par le célèbre économiste canadien, Prix Nobel 1999, Robert Mundell, dans les années 1970.



Même le sort quotidien des Pékinois, comme celui des Européens ou des Japonais, reste conditionné par le moindre mouvement d'aile des papillons de la superpuissance monétaire américaine.

[Une baignoire de mousse avec un gramme de savon ?](#)

Posté le 6 septembre 2015 par *Bruno colmant*

Depuis des mois, la presse anglo-saxonne s'émeut de la possible décision de la Federal Reserve d'augmenter les taux d'intérêt à court terme...d'un quart de pourcent.

Cette éventuelle augmentation signifierait que les Etats-Unis considèrent que leur économie est en voie de normalisation. Il s'en suivrait une légère appréciation du dollar et un reflux des capitaux actuellement investis dans les marchés émergents au profit des Etats-Unis.

Mais ne fait-on pas une baignoire de mousse avec un gramme de savon ?

Selon le site Zerohedge, au cours des 110 derniers mois, les banques centrales des pays développés ont baissé leurs taux directeurs 697 fois, ramené leur taux d'intérêt à zéro et acheté des actifs pour 15.000 milliards de dollars, soit près de 20 % du PIB mondial.

Face au gigantisme de cette évolution, je crois que l'éventuelle augmentation des taux d'intérêt américains n'est pas le problème.

En effet, toute la morphologie de l'économie monétaire est modifiée.

Les banques centrales avaient un rôle résiduel dans la gestion de l'économie. Aujourd'hui, elles fournissent la liquidité et sont chargées de monétiser des dettes privées et publiques, c'est-à-dire de les transformer en monnaie créée *ex-nihilo*.

Au mieux, comme aux Etats-Unis, la croissance permettra aux circuits financiers de fonctionner normalement, et les rachats d'actifs par la Federal Reserve se dilueront dans une croissance retrouvée. Au pire, comme en Europe, la croissance de l'endettement public dans un contexte déflationniste conduira la BCE à financer l'Etat-providence.

Dans les deux cas, les banques centrales contribuent à annihiler l'endettement en rendant la monnaie plus abondante, et donc moins chère et dévoyée.

Il en résulte une inconnue : quand l'inflation va-t-elle à nouveau se manifester ? C'est à ce moment que la fin de la crise sera signalée.

Le reste n'est que distractions.

[La Chine ne se demande plus comment utiliser ses réserves de devises, mais si elle en a encore assez](#)

par Audrey Duperron · 07 sept. 2015 Express.be



En Chine, il est devenu difficile de dissocier ce qui semble être des investissements de diversification prudente, des pures fuites de capitaux, affirme le Financial Times.

Le journal donne quelques exemples: il rappelle que le mois dernier, la société chinoise Dalian Wanda a racheté la firme organisatrice des triatlons Ironman d'une société d'investissement américaine pour 650 millions de dollars. Ou que les touristes chinois profitent de la valorisation plus forte du yuan pour acheter massivement des biens de luxe dans les pays développés, qu'ils revendent ensuite chez eux avec une grosse plus-value...

Peu importe la nature réelle de ces flux financiers; ce qui compte, c'est leur ampleur. Au cours de l'année qui s'est achevée à la fin de ce mois de juin, ces flux financiers ont représenté plus de 500 milliards de dollars, sans compter les remboursements de dettes, d'après des chiffres de Citigroup.

Les réserves en devises colossales de la Chine, qui avaient atteint près de 4.000 milliards de dollars, ont été réduites à moins de 3700 milliards de dollars, et elles devraient encore fondre jusqu'à 3.300 milliards de dollars d'ici la fin de cette année, a calculé Citibank.

La Chine avait largement contribué à inonder les marchés de dollars avec ses recettes en devises liées à l'exportation. Les Chinois ont investi à peu près partout, dans des fermes en Afrique, des ports au Sri Lanka et au Pakistan, des laiteries en Nouvelle Zélande, des firmes dans le domaine de l'énergie au Canada, et même... dans des bons du Trésor américains.

Ces derniers temps, l'Empire du milieu s'était illustré avec des initiatives internationales telles que [la création de l'Asian Infrastructure Investment Bank](#), ou ses projets "Route de la Soie" pour recycler ses piles de dollars. Mais désormais, la question n'est plus de savoir comment réutiliser ces réserves, mais plutôt si le pays dispose encore de réserves suffisantes.

"Ce ne sont pas les reventes massives d'actions chinoises, ni la faiblesse de la devise qui comptent le plus. C'est ce qui se passe avec les réserves de devises chinoises, et ce que cela signifie pour la liquidité internationale. Les actions de la Banque Populaire de Chine équivalent à un QE inverse, ou, en d'autres mots, à un Quantitative Tightening ('Resserrement quantitatif', c'est à dire à un retrait de liquidités du marché par la Banque centrale)", explique George Saravelos, analyste devises pour la Deutsche Bank.

La Banque Populaire de Chine souhaite que la valorisation du yuan évolue pour être davantage le reflet des conditions de marché. Selon certains analystes, cela implique une dévaluation supplémentaire de la monnaie chinoise, parce que les fuites de capitaux risquent de s'accroître.

Les engagements (dettes) chinois en devises se montent actuellement à 1000 milliards de dollars, et même 1500 milliards de dollars si l'on compte les dettes des filiales hong-kongaises de sociétés chinoises, c'est à dire 15% du PIB de la Chine, et 40% de ses échanges internationaux. La dépréciation du yuan, conjuguée à la déflation dans le pays, renchérit le service de la dette du pays.

"La combinaison d'un futur resserrement de la politique de la Fed, de la réduction des montants d'argent que les producteurs de pétrole doivent recycler, et des conséquences incertaines des changements rapides qui s'opèrent en Chine devrait suffire pour convertir la plupart des "haussiers" en "baissiers" craintifs sur les marchés boursiers", conclut le journal.

L'industrie du pétrole nord-américaine confrontée à 30 milliards de dollars de pertes

Express.be 08 sept. 2015



Les producteurs de pétrole de schiste rapportent des pertes de plus de 30 milliards de dollars pour le premier semestre 2015, conséquence de l'effondrement des cours du pétrole. Ces déficits pourraient provoquer des faillites et des restructurations au sein de l'industrie, qui s'est rapidement développée ces sept dernières années mais dont les bénéfices n'ont jamais dépassé les investissements.

Ces pertes représentent environ 32 milliards de dollars pour les mois de janvier à juin, un chiffre proche du déficit total enregistré pour l'ensemble de l'année 2014: 37,7 milliards de dollars.

La production de pétrole a chuté en juin car les contraintes économiques réduisent les possibilités de forage et d'exploitation de nouveaux gisements. Les entreprises ont vendu des actions et emprunté de l'argent afin d'augmenter leur production. La dette globale des compagnies a plus que doublé depuis 2010, passant de 81 milliards de dollars à 169 en juin. En dépit de la réduction de moitié des cours du brut, les marchés financiers ont continué de soutenir ces entreprises, leur permettant d'emprunter des sommes très élevées. Mais cet appui commence à faiblir, et le montant des ventes d'obligations et d'actions du secteur à la bourse américaine a cependant fortement baissé depuis le début de l'année.

Le prochain obstacle va être la réévaluation des réserves de gaz et de pétrole qu'elles détiennent effectuée par les banques, et sur lesquelles elles se baseront pour déterminer le montant des emprunts qu'elles accepteront de leur octroyer.

Selon Morse, de Citigroup, des bouleversements au sein des entreprises seront nécessaires pour apurer le marché et éliminer les canards boiteux.

Les producteurs ont rapporté une importante augmentation de productivité des puits et gisements depuis un an, avec un pic des forages en octobre. Ceux-ci ont cependant chuté de 59% depuis lors et affectent la production totale des Etats-Unis.

5 500 postes supprimés en Mer du Nord avec la chute des cours du Pétrole

BusinessBourse et Euronews Le 07 sept 2015



Influencés par le ralentissement de l'activité économique en Chine, les cours du pétrole continuent à chuter.

Nicolas Maduro, le président vénézuélien, a réitéré sa demande d'une réunion des chefs d'Etat des pays membres de l'OPEP. Il a même proposé de fixer un prix minimum du baril de pétrole à 70 dollars. Caracas tire 96 % de ses devises des exportations de ses exportations de pétrole.

Le pays connaît depuis 2012 une pénurie de produits de base, entre autres de produits alimentaires et de médicaments faute de devises pour les importer.

“Vous avez des situations extrêmes, comme le Vénézuéla, l'Equateur, qui sont vraiment en grande difficulté, de l'autre côté, les compagnies pétrolières ne peuvent pas investir, c'est simple. Et d'ailleurs, on l'a vu les investissements sont en train de chuter partout dans le monde. Dans quelques années, on va se trouver dans une situation où on ne pourra plus satisfaire la demande et à ce moment-là, les prix vont s'envoler”, prévoit l'expert pétrolier Pierre Terzian.

En attendant, le recul de près de 55 % des cours du Brent depuis juin 2014 a entraîné la suppression de 5 500 postes dans le secteur pétrolier et gazier de la Mer du Nord depuis fin 2014.

Le secteur emploie 375.000 personnes au Royaume-Uni. La production pétrolière britannique est tombée à son plus bas depuis le début de la production, vers le milieu des années 1970, à mesure que les champs les plus anciens arrivent à épuisement.

Source: [euronews](#)

Les ventes de véhicules au Brésil ont chuté de 23,9 % en août

BusinessBourse Le 08 sept 2015

[Voilà un chiffre illustrant un ordre de grandeur des baisses économiques que nous verrons mondialement dans peu de temps dans tous les secteurs.]



Les ventes de véhicules au Brésil ont reculé de 23,9 % en août, à 207 250 unités, et de 21,4 % sur les huit premiers mois de l'année, à 1 753 816 unités, indique l'Anfavea (Association des constructeurs au Brésil).

Par segments, les ventes de voitures et de véhicules utilitaires légers ont diminué de 22,9 % le mois dernier, à 200 097 unités, et de 20,4 % sur huit mois, à 1 691 774 unités. Les ventes de camions ont chuté de 46,2 % en août, à 5 814 unités, et de 43,5 % sur huit mois, à 49 606 unités. Enfin, les ventes d'autobus ont reculé de 39 % en août, à 1 339 unités, et de 29,9 % sur huit mois, à 12 436 unités.

Par marques, Fiat a dominé le marché brésilien des véhicules légers en août, avec 36 042 unités écoulées, suivi de Volkswagen (28 352 unités), de General Motors (26 908), de Ford (20 753) et de Renault (15 168).

Pour l'ensemble de l'année 2015, l'ANFAVEA revoit de nouveau ses prévisions et table désormais sur un marché en recul de plus de 20 %, contre une baisse de 13 % escomptée antérieurement.

Aussi : [La production de véhicules au Brésil a chuté de 18,2 % en août](#)

Source: [cfa](#)

[Le climat otage de la finance selon Aurélien Bernier](#)

Biosphere 8 septembre 2015

Son livre en résumé : « Le marché carbone est l'aboutissement d'une construction libérale de l'écologie, théorisée dès les années 1960 par des économistes comme Ronald Coase et mise en œuvre par les gouvernements occidentaux depuis les années 1980. Cette « finance carbone » correspond à un choix de société qui s'est opéré sans aucun débat public et que nous devons subir pendant des décennies. Il ne s'agit plus seulement de falsifier les bilans environnementaux et sociaux des entreprises pour les rendre présentables, mais de se servir de la crise écologique pour ancrer encore plus profondément les

logiques néolibérales dans la société. Déjà le marché carbone se structure, les investisseurs se préparent, les multinationales se précipitent sur les technologies dites « propres », sans rien changer par ailleurs à leurs pratiques tournées exclusivement vers la recherche de profits à court terme. Il est plus que nécessaire de briser le mythe d'un protocole de Kyoto présenté comme une formidable avancée.

Ronald Coase, dans un article intitulé *The Problem of Social Cost* explique que l'Etat est un intermédiaire superflu. Il faut attribuer des droits de propriété sur l'environnement. Une telle détermination des droits est, pour Coase, la seule intervention de l'Etat qui soit tolérable. Ensuite les droits sont échangeables par transactions privées. Les « droits à polluer » sont donc, d'un point de vue économique, tout aussi efficaces que les droits à ne pas être pollué. Ronald Reagan avait inauguré sa présidence le 20 janvier 1981 par un discours d'investiture dans lequel il avait déclaré : « L'Etat n'est pas la solution à nos problèmes... L'Etat est le problème. » En 1990, un volet est ajouté au Clean Air Act afin d'intégrer le problème des pluies acides. En fonction d'un objectif de réduction fixé à l'avance, le pouvoir politique attribue aux industriels ce que l'on peut concevoir comme des tickets de rationnement de SO₂, appelés pudiquement « permis d'émission », valables pour une période donnée. Cette technique des quotas échangeables est souvent appelée cap and trade : l'objectif est fixé par les pouvoirs publics, il se traduit par l'attribution de quotas (cap), puis le marché (trade) intervient.

Séduits par le principe du marché du dioxyde de soufre et par son efficacité supposée – mais jamais démontrée -, les négociations sur le CO₂ acceptent en 1998 qui soit créé une bourse du carbone. Le protocole de Kyoto entre en vigueur en février 2005. Les Américains refusent in fine de ratifier le texte, mais Washington aura façonné et imposé une grande partie du dispositif, et en particulier le marché des droits à polluer. L'UE décide d'anticiper, le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre débute officiellement le 1er janvier 2005 dans la Communauté européenne. Alors que la théorie de Coase s'appuie sur la rareté des permis, Kyoto a aussi créé avec le MDP (mécanisme de développement propre dans les pays en développement) une manne supplémentaire de quotas, qui sont calculées soit sur des réductions réelles, soit sur des augmentations évitées. Les Etats européens ont tué dans l'œuf la première période du marché carbone en distribuant les quotas comme on distribue l'aide publique aux entreprises : avec une générosité débordante. Le protocole de Kyoto donnait un objectif officiel de diminution de 5,2 % des rejets en prenant pour référence l'année 1990 : fin 2004, l'augmentation réelle était de 3 %, due essentiellement à une envolée de 15 % des émissions des Etats-Unis. La Chine a accédé en 2006 au rang de premier émetteur mondial, détrônant ainsi les Etats-Unis. Avec la progression du charbon, le GIEC

considère d'ailleurs que le doublement des consommations d'énergie devrait aboutir à multiplier par 3,5 les émissions de CO₂ liées à la production d'énergie pour atteindre 25 gigatonnes en 2050. Face à ce constat, les engagements de Kyoto ont triste mine.

La mode est aujourd'hui à la « compensation » de ses émissions personnelles de CO₂. Si vous effectuez une « mauvaise action » climatique, comme un long voyage en avion, vous pouvez financer en contre-partie une « bonne action » : des sites Internet vous aident à trouver des projets dans lesquels soulager votre conscience. Que penser d'une telle solution ? Nous sommes toujours dans la logique du protocole de Kyoto : le volontariat, la bonne conscience...et des débouchés commerciaux pour des sociétés qui investissent dans l'environnement. A présent des compagnies aériennes proposent directement à leur client de compenser les émissions de CO₂. L'initiative est comique pour un secteur polluant en pleine expansion, qui n'est toujours pas soumis à aucune réelle contrainte en matière de rejets de gaz à effet de serre. Le plus grand danger des compensations est de comporter le mythe de la « neutralité carbone » : les tonnes de CO₂ économisées par les projets « propres » viendraient annuler des émissions bien réelles. Or les deux actions se déroulent sur des échelles de temps différentes : le calcul des tonnes de CO₂ compensée s'étale sur toute la durée de vie des projets, cent ans pour les arbres. Une émission compensée par un versement à une entreprise qui investit dans des opérations de boisement ne débouche donc sur une véritable neutralité qu'au bout de cent ans.

En 1991, la Commission européenne proposait l'instauration d'une taxe mixte assise à la fois sur les consommations d'énergie et sur les émissions de CO₂. En ne comptabilisant pas uniquement les rejets de gaz à effet de serre, le mécanisme avait l'intérêt de ne pas favoriser outrageusement la production d'énergie nucléaire. Seulement cette proposition était arrivée six mois avant les accords de Maastricht. Depuis, les décisions en matière de fiscalité requièrent l'unanimité, ce qui rendait l'instauration d'une telle taxe impossible. Le principe demeure séduisant, mais la taxation doit faire partie d'un ensemble cohérent d'outils qui s'inscrivent dans une vraie démarche écologique et sociale. Actuellement la réglementation française sur les « performances » environnementales et sociales est loin d'être suffisamment contraignantes au regard des enjeux.

Pour tordre le coût de la compétitivité, il faudrait réintroduire les externalités dans les coûts de production, y compris de produits importés. Ce qui signifie revenir sur la logique libre-échangiste qui sévit actuellement et favorise les délocalisations. C'est l'idée de « protectionnisme altruiste », altruiste parce que les barrières douanières auraient pour effet d'agir sur les politiques sociales et environnementales des multinationales. Il faut en finir avec l'hypocrisie et

reconnaître que l'écologie et le libre-échange, ce droit pour les multinationales d'investir où elles veulent, quand elles veulent et comme elles le veulent, sont définitivement incompatibles.

Pour articuler le social, l'économique et l'environnemental, il faut avant toute chose repenser les rapports de priorité entre ces trois composantes, ce qui n'a jamais été fait. Nous avons besoin de politiques qui visent à satisfaire sur la durée le bien-être de l'espèce humaine, l'économie obéissant alors obligatoirement aux contraintes naturelles. Des accords comme celui de Kyoto font non seulement perdre un temps précieux, mais représentent un grand pas de plus dans le sens des politiques libérales. Si un groupe de pays souhaitait repartir sur d'autres bases, promouvoir la coopération au lieu de la concurrence, la régulation par le politique au lieu du marché, et œuvrer pour un développement réellement écologique et solidaire, il devrait aujourd'hui sortir du protocole de Kyoto. Au sein de l'Europe, il faudra peut-être qu'un Etat courageux se place en rupture des institutions supranationales pour parvenir à mener une autre politique.

(édition 1001 nuits, 2008)

Changements climatiques : partie d'un tout

Biosphere 6 septembre 2015

Tout décanté, il apparaît que le sort de nos petits-enfants nous indiffère. Le démontre notre acharnement à perpétuer des comportements que nous savons funestes. Les anatomies, physiologies, santé, douceur – relative – de vivre des humains des décennies à venir vont trinquer fortement par effet de serre. Pour conjurer le sort, sans doute faut-il passer par ces grandes Conférences médiatiques, parfois électorales sur les bords, à débouchés uniquement verbaux. C'est que la tâche est dure.

Dans le « Monde » daté des 23 et 24 Août récents, sous le titre « Comment changer notre rapport à la nature ? », une interview de J.C. Ameisen, président d'un Comité d'éthique dont j'ignore par ailleurs l'intérêt. Stimulant. Bienvenu. L'interviewé écrit en particulier ceci, résumé de l'ensemble, me semble t-il : « Le changement climatique est une menace grave. Mais il n'est que l'un des nombreux symptômes des dégradations de l'environnement planétaires que causent nos modes de vie. » Evidence pour la petite humanité des adhérents d'associations de protection de la nature, peut-être semi ignorance de l'énorme reste du grand public. Alors 2 pages dans le « Monde », parfait !

Mais se déploie simultanément un ensemble de dégradations planétaires autres que celles du changement climatique. Un exemple, l'agriculture et l'élevage intensif. Certes, il faut manger et nous sommes très nombreux à avoir cette exigence élémentaire. Mais pas à n'importe quel prix ! Pas à celui de la

destruction des systèmes aquatiques. Pas à celui de l'altération des organismes humains, des organismes du vivant, par pesticides. Le peu qui a été fait, se fait en France, pour améliorer les choses, est infiniment en dessous du nécessaire. Prenez la directive européenne dite « directive eau, elle donne des indications pour qu'en 2015 !! l'on arrête cette évolution des milieux aquatiques en cloaques. Renseignez-vous sur ce qu'il en est, sur les faits pas sur les discours. C'est à se flinguer ! Mieux, je veux dire pire, ces tigres de papier sont déjà de trop, professionnels et politiques entendent bien faire sauter les garde-fous encore debout. Lisez à cet égard l'article du « Monde » daté du 26 Août « : « Crise agricole, la FNSEA tente de reprendre la main. » Lutter pour limiter l'effet de serre tout en oeuvrant pour accroître l'agriculture intensive : l'avenir est glauque.

Roger RIBOTTO

Sur blog : <http://ribotto.hautetfort.com>

Climat, la guerre de l'ombre (Yannick Jadot)

Biosphere 5 septembre 2015

Sous-titré « Les citoyens face aux Etats et aux lobbies », ce livre* est écrit par un député européen du parti écologiste EELV, Yannick Jadot. Les illustrations de Léo Quiévreux sont nombreuses et ponctuent agréablement le livre. L'auteur part de l'échec de la conférence des Nations unies à Copenhague en 2009 : la faute aux égoïsmes nationaux, un « crime contre l'humanité ». Entre opportunisme et cynisme, nos dirigeants ne veulent pas bousculer les forces qui nous entraînent dans le chaos climatique. Yannick Jadot montre qu'il y a d'un côté ceux qui font tout pour retarder la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, qu'ils soient émanation des entreprises, personnalités politiques ou « intellectuels ». Le terme de « négationnisme climatique » est utilisé à juste titre à l'égard de Claude Allègre ou Pascal Bruckner. Le livre rappelle que derrière les climatosceptiques, il y a les milliards du pétrole et du charbon : 10 millions d'euros chaque minute. Nous aurions cependant aimé davantage de précisions sur le travail de lobbying dans l'Union européenne.

En face du lobby des énergies fossiles il y a des initiatives locales : sites éoliens citoyens, Enercoop, Energy cities. Le combat des bénévoles sur le terrain paraît disproportionné par rapport à la puissance de ceux qui ont accès aux médias et les moyens financiers d'entretenir des groupes de pression. Mais Yannick Jadot rappelle opportunément que le péril climatique impose une communauté de destin qui peut permettre de dépasser nos divisions pour « faire ensemble ».

édition le passager clandestin, 176 pages, 16 euros

<http://lepassagerclandestin.fr/>

page de couverture : <http://lepassagerclandestin.fr/typo3temp/pics/ab38237e5c.jpg>

* Climat, la guerre de l'ombre (Yannick Jadot, avec illustrations de Léo Quiévreux)

